TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS 4

FINTINA 5

RESUME 6

SUMMARY 7

APPAREILS EXPLICATIFS 8

LISTE DES ABREVIATIONS 9

PREMIERE PARTIE : INTRODUCTION 10

CHAPITRE I: GENERALITE 11

Section 1 : Cadre de l'étude 11

1.1- Domaine de l'anthropologie 11

1.2- Domaine d'application 11

Section 2 : Thème 12

2.1- Présentation du thème 12

2.2- Justification de la recherche 12

CHAPITRE II : DESCRIPTION DU PROJET 13

Section 1 : Contexte du projet 13

Section 2 : Intérêt de la recherche 13

DEUXIEME PARTIE : MATERIEL ET METHODE 18

CHAPITRE I : MATERIEL 19

Section 1 : Résultats d'enquête et d'observation 19

Section 2 : Données de lecture 19

Section 3 : Données du web 20

CHAPITRE 2 : METHODE 20

Section 1 : Méthode de collecte des données 20

1.1- Observation indirecte……20

1.2- L'enquête par questionnaire……..22

1.3- Entretient semi- directif……22

Section 2 : Méthode d'analyse..... 23

2.1- Délimitation du champ d'analyse ……23

2.2- Analyse descriptive ……23

2.3- Catégorisation des partis politiques……...24

Section 3 : Outils d'analyse 25

3.1- Courant de pensée ……25

3.2- Théorie ……..25

TROISIEME PARTIE: RESULTATS PROVISOIRES 27

CHAPITRE 1 : INFLUENCE DE LA STRUCTURE OCCIDENTALE DANS LES PAYS AFRICAINS 28

Section 1: Le système politique occidental.....28

1.1- L'Etat de droit……...29

1.2- La démocratie……29

Section 2 : Modèle politique à Madagascar, adopté mais pas adapté..... 30

2.1- Madagascar, un Etat de droit ?.....30

2.2- La démocratie à Madagascar……...31

Section 3 : Les contraintes idéologiques de la médiation politique à Madagascar 31

3.1- Blocage au niveau des dirigeants……...…..32

3.2- Blocage au niveau des dirigés……32

CHAPITRE 2 : LA STRUCTURE CONTRAIGNANTE DE LA POLITIQUE A MADAGASCAR 32

Section 1 : Le multipartisme non maitrisé 33

1.1- Les partis politiques malgaches 33

1.2- Les partis politiques, faiblement organisés 34

Section 2 : La position des classes sociales par rapport au pouvoir 35

2.1- Les bourgeoisies : à proximité du pouvoir 35

2.2- Les gens communs: éloignés du pouvoir 35

Section 3 : Les contraintes structurelles 36

QUATRIEME PARTIE: DISCUSSION 37

CHAPITRE 1 : LE CONTRASTE ISSU DE LA MONDIALISATION 38

Section 1: Les dominants 38

Section 2 : Les dominés 39

CHAPITRE 2 : L'INTERVENTION DES MEDIATEURS INTERNATIONAUX 39

Section 1 : Défaut de diagnostic du conflit 39

Section 2 : L'influence des groupes de pression 40

CONCLUSION GENERALE ET PERSPECTIVES 41

PLAN PROVISOIRE DE LA THESE 44

CALENDRIER 46

BIBLIOGRAPHIE 47

WEBOGRAPHIE 48

ANNEXES 49

REMERCIEMENTS

Je tiens à adresser un sincère remerciement au :

- Monsieur Panja RAPANOELINA, Professeur titulaire, Président de l'Université d'Antananarivo,
- Madame RALALAOHERIVONY Baholisoa Simone Professeur titulaire, Doyen de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, qui m'ont permis de réaliser ce travail de mémoire,
- Docteur RABOTOVAO Samuelson, Directeur de la mention Anthropologie,
- Monsieur RANDRIAMAROLAZA Louis Paul, Professeur titulaire, qui est à la fois mon encadreur académique et le premier responsable du parcours sciences du conflit et de la paix,
- Docteur RAVONISON Baholimalala, ainsi que tous les enseignants chercheurs au sein de la mention « Anthropologie » pour leurs enseignements et leurs conseils,
- Monsieur RAMAROKOTO Fenosoa Emile, Directeur du département des libertés publiques et des affaires politique, administrateur civil au sein du Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire,
- Toutes les personnes enquêtées, qui ont accepté de donné leur avis par rapport à la situation politique à Madagascar,

De même, je remercie toute les personnes qui m'ont aidé pendant la réalisation de cette recherche, tout particulièrement mes parents et mes proches pour leur soutien moral et financier.

FINTINA

Tao anatin'ny 55 taona nahazoana ny fahaleovantena dia tsikaritra fa miverimberina ny ady politika eto Madagasika. Manoloana izany, maro ireo mpanelanelana no miditra an-tsehatra amin'ny fanelanelanana politika kanefa tsy tody amin'ny fametrahana vahaolana maharitra. Izany indrindra no nahatonga ity asa fikarohana ity iompana amin'ny famaritana ireo olona fototra mahasarotra ny fanelanelanana politika eo Madagasikara. Mba hahafahana mandalina izany dia hohadihadiana anaty fizarana efatra lehibe ny asa. Ao amin'ny fizarana voalohany no hanolorana ny teny fampidirana izay hanazavana ny sehatra iasana sy ny drafitra hanatanterahana ny asa fikarohana. Ao amin'ny fizarana faharoa kosa no hamaritana ireo fitaovana sy fomba fiasa nentina nanatotosana ity asa ity. Hohazavaina amin'izany ireo fitaovana nentina nanangonana sy nandalinana ireo akora sy ireo fomba fiasa nentina nadrindra ny asa fikarohan. Manaraka izany, hohadihadiana ao amin'ny fizarana fahatelo ny momba ireo sakana ateraky ny rafitra sy ny foto- kevitra politika eo amin'ny fanelanelanana. Ao no hanehoana ny zava misy izay faritana amin'ny alalan'ireo akora nangonina. Araka izany, hohazavaina ao ny sakana ateraky « demokrasia » izay ny foto- kevitra tandrefana ampiharina eto Madagasikara sy ny sakana vokatry ny rafitra repoblikana izay mamaritra ny fanjakana eto Madagasikara. Ao amin'ny fizarana fahefatra sady farany no androsoana ny adihevitra mahakasika ny lohahevitra. Hohadihadiana amin'izany ny zava misy eto Madagasikara manoloana ny fanatontoloana sy ny fidiran'ireo mpanelanelana vahiny amin'ny ady politika eto Madagasikara.

Teny manandanja : politika, fanelanelana, fanjakana tandalana, disadisa, olana, ny mahalaika, Madagasikara

RESUME

Après 55 ans d'indépendance, Madagascar souffre des conflits politiques récurrents malgré l'intervention des médiateurs internationaux et locaux ; de plus, la résolution du conflit n'est pas à long terme. C'est pour cette raison que nous avons élaboré cette recherche qui repose sur l'identification de contraintes majeures de la médiation du conflit politiques à Madagascar. Pour mieux appréhender ce sujet, nous avons divisé le travail en quatre parties. Dans la première partie qui est consacré à l'introduction, nous avons présenté notre champs d'analyse, notamment le domaine de l'anthropologie et la science du conflit et de la paix, nous avons aussi présenté notre thème ainsi que la descriptif du projet. Dans la deuxième partie, nous décrivons le matériel utilise ; notamment les outils de documentations et les outils d'analyses ainsi que et la méthodologie adoptée lors de l'investigation comme l'observation indirecte, l'enquête et l'entretien semi- directif. Dans la troisième partie, nous abordons les résultats provisoires de cette recherche dans laquelle nous analysons le fonctionnement et la structure du système politique à Madagascar afin d'identifier les principaux contraintes de la médiation du conflit politique. Nous allons y voir, le statut de l'Etat Malgache qui se fonde principalement sur démocratie et l'Etat de droit mais que l'application de ces idéologiques sont ambigüe et flou. De ce fait, leur application est devenue à la fois une source de conflit et blocage de la médiation politique. Par ailleurs, la structure républicain qui régie l'Etat malgache s'avère un problème avec la pluralité des partis politique qui complique la médiation politique à Madagascar. De plus, la distinction sociale entre la classe bourgeoise et les gens communs ne fait qu'agrandir l'écart entre les dirigeants et les dirigés. Ainsi, la complication de la médiation de ces deux antagonistes. Enfin, dans la quatrième partie, nous évoquons les tendances lourdes de la médiation politique en étudiant tout particulièrement le cas de Madagascar.

Mots clé : politique, conflit, Madagascar, médiation, contrainte, l'État de droit, laïcité,

SUMMARY

After 55 years of independence, Madagascar still suffers from many political conflicts during which several international and local mediators attended. Despite, the resolution of the conflicts is not durable. That's why we have made this research which deals with the identification of the major problems of the mediation of political conflicts in Madagascar. In order to analyse this subject, the first part will address the introduction. We will present the research field, in particular the domain of anthropology and the science of peace and conflict. Then, in the second part, we talk about the material, in particular the tools of documentations and the tools of the analysis used as well as the methodology adopted during the investigation which are indirect observation, survey and direct interview. In the third part, we will show the temporary results of this research in which we are going to analyse the functionment and the structure of the political system in Madagascar in order to identify the principal problems of the mediation of the political conflicts. We are going to see there the status of the Malagasy state which is principally based on democracy and state of right but the application of these ideas is ambiguous and vague. Thus, their application becomes at the same time a source of conflict and a blockage of the political mediation. Besides, the republican structure in which Madagascar relies seems a problem for most of the political parties which complicate the political mediation in Madagascar. Moreover, the social distinction between middle class people and the common people increases the distance between the leaders and the people they lead. This fact brings about the complication of the mediation of these two antagonist. In the very last part, we will talk about the heavy tendancy of the mediation in Madagascar and suggest the intended recommandations.

Key words: politics, conflict, Madagascar, mediation, problem, laicity, Rule of law

clicours.com

MATERIELS EXPLICATIFS

Tableau 1 : Quota des échantillons des personnes enquêtées ……..……21

Tableau 2 : Planification de la réalisation de la thèse de doctorat……45

LISTE DES ABREVIATIONS

AKFM : Antokon'ny Kaongresy Fahafahana an'i Madagasikara

FAO : Food and Agriculture Organization

FES : Fredrich Ebert Stiftung

FMI : Fond Monétaire International

FNRD : Front National pour la Défense de la Révolution

HCC : Haute Cours Constitutionnel

IMMRED : Introduction, Matériel, Méthode, Résultat, Discussion

MDRM : Mouvement Démocratique pour la Rénovation Malgache

MFM : Mpitolona ho amin'ny Fandrosoan'i Madagasikara

MMSM : Mouvement Militant pour la Socialisme Malgache

MONIMA : Mouvement National pour l'Indépendance de Madagascar

ONU : Organisation des Nations Unies

PANAMA : Patriotes Nationalistes Malgaches

PSD : Parti Socialiste Démocrate de Madagascar

UA : Union Africain

UE : Union Européenne

UNESCO : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

SADC : Southern African Developpement Community

TOM : Territoire d'Outre Mer

VVS : Vy Vato Sakelika

Clicours.COM

PREMIERE PARTIE

INTRODUCTION

PREMIERE PARTIE : INTRODUCTION

Cette partie est consacrée à l'introduction dans laquelle nous allons présenter d'une manière générale, le cadre de notre étude. Notre champ d'analyse est l'anthropologie et nous allons appliquer cette discipline dans l'étude du conflit dans la société en abordant la science du conflit et de la paix. Ensuite, nous allons présenter notre thème qui n'est que l'initiation du travail de thèse de doctorat. En outre, nous allons y voir, la description du projet notamment, le contexte du projet, l'objectif, la problématique ainsi que l'intérêt de cette recherche.

CHAPITRE I: GENERALITE

Section 1 : Cadre de l'étude

1.1- Domaine de l'anthropologie

L'anthropologie sociale, est une discipline de la science humaine et sociale qui étudie l'homme dans la société. En d'autres termes, elle étudie les rapports sociaux propres à chaque groupe humain ou à chaque situation, s'intéressant dans le même mouvement à la grande variabilité des formes de vie sociale[1].

1.2- Domaine d'application

L'application de l'anthropologie peut se faire sur différent domaine. En effet, la science du conflit et de la paix qui est un des champs d'application de l'anthropologie repose sur l'analyse du conflit pour instaurer la paix. Le conflit est un phénomène relatif à la société dans laquelle existe une divergence d'intérêt. Ce dernier peut être une source de désaccord ; voire même qu'un désaccord évolue en rivalité qui peut aboutir au conflit armé ; voir même la guerre. La médiation est une discipline qui étudie toute sorte de désaccord dans différente domaine telle que politique, social, économique, religieuse etc. Dans un conflit donné, la médiation est nécessaire afin de gérer, de résoudre le conflit ainsi qu'éviter sa répétition le conflit.

[1]Journal des anthropologues

Section 2 : Thème

2.1- Présentation du thème

Depuis l'indépendance, le conflit politique à Madagascar est cyclique et répétitif et malgré l'intervention de différents médiateurs, la crise reste chronique. C'est pourquoi, nous avons abordé dans le travail de recherche précédent l'analyse de la médiation des conflits politiques par les entités religieuse, singulièrement le FFKM. Afin de poursuivre la recherche, nous avons décidé d'approfondir le sujet en tentant de connaitre les contraintes de la médiation politique à Madagascar. Le présent dossier de recherche intitulé « Les contraintes majeures de la médiation du conflit politique à Madagascar » n'est que l'initiation de la thèse de doctorat.

Le plan de la recherche est adapté à la méthode de rédaction scientifique « IMMRED ». En effet, nous allons mener la réflexion en quatre parties : la première partie sera consacrée à l'introduction. Ensuite, la deuxième partie repose sur la description du matériel et méthode. Dans la troisième partie, nous allons présentée les résultats provisoires de notre recherche ; dans laquelle nous allons apporter les données obtenu et mener une analyse afin de mieux appréhender notre sujet. Et la quatrième partie sera consacrée à la discussion sur la réforme organisationnelle et structurelle afin de réussir la médiation des confits politiques à Madagascar.

2.2- Justification de la recherche

Nous avons choisi d'étudier la politique car non seulement elle est un système d'organisation de la société mais aussi le noyau du développement. Le désaccord, la crise et le conflit politique est un grand frein du développement d'un pays. C'est pourquoi pour ce travail, le choix repose sur la médiation politique à Madagascar. En effet, il est utile d'analyse les contraintes la médiation politique afin d'établir la paix et le développement pérenne.

CHAPITRE II : DESCRIPTION DU PROJET

Section 1 : Contexte du projet

Madagascar a connu, depuis, le régime monarchique, coloniale et jusqu'à nos jour, des conflits politiques récurrents et cycliques; dû aux désaccords soit entre les dirigeants eux même, soit entre les dirigeant et les dirigés; à savoir les crises de 1972, 1991, 2002, 2009. A chaque fois, de différents médiateurs aussi bien internationaux que nationaux interviennent. Certes qu'ils arrivent à trouver une solution sauf que cette dernière n'est pas pérenne car quelque année après le même problème se reproduit.

Section 2 : Intérêt de la recherche

- **Objectif de la recherche**

Cette recherche a pour objectif de trouver une solution à long terme afin d'éviter la répétition de la crise politique à Madagascar. Par ailleurs, cette recherche vise à contribuer à la formation des acteurs politiques et des citoyens malgaches dans le cadre de l'instauration du développement durable.

- **Problématique**

Face à la situation politique insatisfaisante à Madagascar, de nombreuses questions se posent : Pourquoi le conflit politique à Madagascar est il cyclique ? Quelle sont les blocages de la médiation politique à Madagascar ? Pourtant, la problématique que nous allons tenter de résoudre dans ce travail est la suivante: « Quelle embûche pour que les médiateurs ne trouve pas de solution durable pour les confits politiques à Madagascar ? »

- **Hypothèse des prédécesseurs**

Madagascar n'est pas la seule victime de la complexité de la médiation face à l'imbrication conflictuelle. Plusieurs recherches ont été menées au sujet de la médiation et parmi les ouvrages consultés, nous avons vu de différente point de vue et de diverses grilles d'analyse. Les suivants sont les ouvrages que nous avons servis comme prédécesseurs.

Gilles Bertrand, 2009, *Les rôles de l'ONU dans la médiation des conflits*, Grenoble, France.

L'ouvrage intitulé « Les rôles de l'ONU dans la médiation des conflits » écrit par Gilles Bertrand ; qui met en accent sur l'intervention d'un médiateur venant de l'extérieur, notamment l'organisme international. La mission de l'envoyé de l'institution internationale dite médiateur, consiste à résoudre un conflit donné. Pourtant, on le considère selon ses expériences et ses compétences plutôt que de sa connaissance du pays concerné et la nature des conflits existant. En effet, cette ignorance est une lacune qui influence la réussite ou l'échec de la résolution du conflit. Le fait d'appliquer une même recette pour tout type de conflit n'est qu'une grande erreur.

RASAMOELY, 1910, *Ny endrika ny raharaham- pihavanana eo amin'ny fiarahamonina sy ny firenena, in-* Ny Mpanolo- tsaina n°25.

Dans le journal « Ny Mpanolo- tsaina », n°25, RASAMOELY a écrit un article intitulé « Ny endrika ny raharaham- pihavanana eo amin'ny fiarahamonina sy ny firenena ». Dans cet article, cet auteur explique l'importance de la médiation dans la société traditionnelle Malgache ainsi que la stratégie de résolution de conflit. La société traditionnelle malgache n'a pas tribunal. Lors d'un conflit, on a recours à la médiation. Préalablement, les deux personnes ou entités protagonistes doivent faire preuve de volonté à résoudre le conflit. Un tiers interviennent par la suite au cas où ils n'arrivent pas eux même à trouver une solution.

Union Africaine, 2013, « La médiation dans les processus de paix », Manuel de Médiation de l'Union Africaine, Tome II.

L'union africaine a aussi approfondi les contraintes de la médiation dans son manuel intitulé « Médiation dans la processus de paix », Tome II, dans lequel l'auteur a indiqué que les médias jouent un rôle très important dans la médiation. Elles peuvent être un facteur de réussite mais aussi un grand blocage. Pendant la médiation, la gestion des informations est très importante. En effet, il faut surveiller les médias afin d'éviter toute sorte de message ou d'informations haineux. Cela ne fait qu'amplifier le conflit et anéantir la médiation. Dans ce manuel, l'union Africaine a exposé divers exemples de reportage qui a incité de la tuerie.

EHUENI MANZAN Innocent, 2011, « Les accords politiques dans la resolution des conflits armes internes en Afrique », Thèse.

Dans le chapitre I de son travail de recherche sur le thème « les accords politique dans la résolution des conflits armés en Afrique », Ehueni Manzan Innocent, a développé les paramètres de réussite ou d'échec d'une médiation. Cependant, il a évoqué les circonstances et les éléments qui s'avèrent blocage pour la médiation : on cite le manque de financement, le manque de stratégie, l'influence occidentale, indirectement sous forme de pression. L'enjeu de ces éléments peut empêcher la réussite d'une médiation. Après avoir analysé ces ouvrages, on a constaté que lors d'un conflit, on distingue généralement deux types de médiateur : les médiateurs internes et les médiateurs externes.

Madagascar: la crise à un tournant critique ? Rapport Afrique de Crisis Group N°166, 18 novembre 2010 Le rapport Afrique de Crisis Group n°166 démontre la manière dont Madagascar a pu sortir des crises politiques successives. Paru, en 2010, ce travail met en relief les obstacles et les résolutions de la crise de 2009. En premier lieu, ce rapport explique l'échec de la médiation internationale. L'Afrique du Sud et la France ont principalement intervenus dans le processus de médiation. L'Afrique du Sud représente la SADC et la France intervienne sous forme d'une coopération bilatérale. Malgré les efforts à plusieurs reprises à résoudre le conflit, ces médiateurs au niveau international ont échoués. « Le consensus suffisant » est l'une de l'échec de la médiation car les groupes se sont focalisés sur les deux chefs d'Etat, acteurs protagonistes de la crise de 2009. De ce fait, la récessivité de participation des anciens chefs d'Etat dans le processus de résolution de la crise représente un blocage. L'échec de cette médiation internationale est d'ailleurs expliqué par la « divergence d'objet de sommet » menée par les médiateurs. « Si la France parvient à faire accepter le protocole d'accord à Rajoelina, qui l'estime acceptable puisqu'il s'éloigne de ceux de Maputo, l'Afrique du Sud reconnaît avoir surestimé sa capacité à convaincre l'ancien président ». Bref, la divergence entre les acteurs ainsi que les médiateurs ne fait qu'amplifiée le nœud du conflit. C'est pourquoi, l'idée de procéder un dialogue Malgacho-Malgache à travers une réconciliation nationale est la seule alternative.

Pourtant, la division et la mauvaise volonté reste une contraintes majeures pour la médiation. Durant cette crise, l'organisation de l'élection a été considérée comme un moyen de sortir à la crise mais « il serait naïf de croire que les élections apporteront une solution aux problèmes de fond de Madagascar ». En effet, l'élection résolution n'est que superficielle.

Fernanda Fariza, 2004, La gestion des crises subsahariennes, le rôle de l'Union européenne in- Occasional paper n° 55, IES.

Dans l'ensemble, cet ouvrage illustre l'intervention de l'union européenne dans les conflits africains. Pourtant cette intervention d'un tiers pose souvent de problème lors d'un processus de médiation. Cette édition essai de démontrer les stratégies d'intervention de l'Union Européenne face aux conflits dans les pays africains comme Soudan, la RDC etc. L'auteur, a pris particulièrement le cas du Darefour dans le septième chapitre en expliquant les nouvelles donnes pour une politique européenne de gestion de crise en Afrique. Ainsi, nous avons constaté que la politique d'intervention de l'Union européenne est focalisée sur l'appui des négociations et des observations, et surtout sur le financement. A titre d'exemple, l'Union européenne a consacré 367,8 million d'euros lors de la résolution du conflit en Soudan. Toutefois, leurs actions étaient toujours, sous l'auspice de l'Union Africaine vu le fait que le gouvernement soudanais refuse toutes interventions internationales autres qu'africaine.

- **Hypothèse personnelle**

En effet, le sujet de cette recherche repose sur l'identification des contraintes majeures de la médiation politique à Madagascar car c'est le seul moyen Ode trouver la paix durable. A part l'application du modèle figé fait par les médiateurs internationaux ainsi que les mauvaises volontés des acteurs politiques, plusieurs faits s'avèrent contraignants dans un processus de médiation. Le blocage remonte généralement sur l'inadéquation idéologique et structurelle. Ainsi, nous proposons préalablement deux hypothèses : la première hypothèse est : « L'application des idéologies politique occidentale qui n'est pas adapté à l'éthique malgache complique la médiation» et la deuxième hypothèse est : « La structure politique existant est contraignante pour la médiation ».

- **Synthèse**

Nous avons vu plus haut à travers les œuvres des prédécesseurs que la médiation d'un conflit donné dans un pays donné dépend fondamentalement de son contexte historique, économique et socioculturel. Certes que les médiateurs internationaux ont leur expériences en matière de résolution de conflit, pourtant, il est à priori d'analyser, particulièrement le fond du problème interne afin d'aboutir à une solution pérenne. Le principe des organismes médiateurs international implique certain faiblesse. Ils ont tendance à imposé une modèle préconçu de solution pour tout type de conflit alors que RASAMOELY insiste sur la nécessité de résolution interne du conflit avant de faire appel à un tiers. En outre, pendant le processus de médiation, l'opinion des acteurs est divisée et eux même n'ont pas de la volonté pour l'intérêt commun. Cela représente un blocage car ils n'arrivent pas à signer ensemble un accord de consensus.

cliCours.com

DEUXIEME PARTIE

MATERIELS ET METHODES

DEUXIEME PARTIE : MATERIEL ET METHODE

Nous allons présenter dans cette partie, le matériel et méthode par laquelle nous avons mené la recherche. En effet, nous allons voir le matériel utilisé ; ensuite nous allons aborder, dans la section suivante, la méthode de collecte des données et les techniques de collecte, de traitement et d'analyse des données.

CHAPITRE I : MATERIEL

La détermination préalable de la méthode et matériel est indispensable pour tous travail scientifique. Nous allons expliquer dans ce chapitre, les matériels que nous avons utilisé pour l'approche et lors de l'analyse. Ensuite, nous allons présenter les méthodes adoptées lors de la collecte de donnée ainsi que les méthodologies d'analyse.

Section 1 : Résultats d'enquête et d'observation

Un questionnaire est un des outils de documentation interrogatif. Il s'agit d'interroger un cible donné afin d'atteindre un objectif donné. D'ailleurs, le questionnaire est un outil de réalisation d'enquête. Pour ce faire, il est présenté sous forme de formulaire comprenant un certain nombre de questions. Celui que nous avons conçu est composé de dix (10) questions rédigées dans de support papier. Des données d'observation ont été aussi recueillies et intégrées dans notre corpus.

Section 2 : Données de lecture

La bibliographie est un procédé de documentation hors ligne qui permet de récolter des informations à partir de la consultation de différents documents « multigraphiés » tels qu'ouvrages, revues, journaux etc.

Clicours.COM

Section 3 : Données du web

Par définitions la Webographie est une technique de documentation en ligne performante par le biais de l'utilisation de l'internet. Cet outil consiste à implorer une infinité d'information lisible et téléchargeable en ligne. Ce procédé est bénéfique pour la recherche scientifique car élargit l'horizon de connaissance du chercheur. De plus, il est pratique et plus économique. Dans ce mémoire, le webographie est rédigé sous forme de liste non exhaustive des sites consultés ; la source des certaines information obtenues en ligne.

CHAPITRE 2 : METHODE

La méthodologie que nous allons développer dans cette section permet de mieux appréhender la manière dont nous avons élaboré cette recherche. Nous allons y voir successivement : la méthode de collecte des données; la méthode d'analyse et les outils d'analyse.

Section 1 : Méthode de collecte des données

La collecte de donnée peut se faire par différent moyen ; ainsi, l'observation, enquête par questionnaire, entretien libre ou semi- directif etc. Nous allons expliquer consécutivement, les méthodes de recherche que nous allons opter dans le cadre de la réalisation de ce travail.

1.1- Observation indirecte

L'observation indirecte est une méthode scientifique de collecte de donné qui permet d'examiner l'objet d'une manière indirecte. Nous avons adopté, cette méthode afin de mieux connaitre à la fois le champ d'analyse et l'objet d'étude. Pour cette recherche, nous allons intervenir dans le domaine de la politique, étudier en particulier les parties politiques à Madagascar. Notre choix méthodologique repose sur l'observation indirecte. Nous avons procéder une observation indirecte à partir des informations que nous avons obtenues d'une manière indirecte.

Cependant, nous avons recueilli la donnée détaillée concernant les parties politiques au sien du Ministère de l'intérieur et de la décentralisation auquel on a obtenu des données quantitatifs. Nous avons suivi l'évolution de la situation politique à Madagascar en collectant les informations nécessaires.

Ainsi, la consultation de différents revues et journaux, les débats politiques, les documentaires etc. De ce fait, nous allons aborder un bref aperçu historique des partis politiques à Madagascar.

L'origine de la création des partis politiques à Madagascar remonte à l'époque coloniale. Les premières partis politiques malgaches est la VVS ; celle qui a lutté pour la libération nationale, en 1913. Cela était suivi par la création de différentes organisations syndicales des travailleurs, vers 1936 ainsi que la création des organisations secrètes telles que PANAMA et JINY vers 1942. Ensuite après l'obtention de l'indépendance qui implique la démocratisation du régime post colonial, la naissance du multipartisme[2] avait considérablement pris sa place dans tous les pays décolonisés, notamment dans le continent Africain.

De même pour Madagascar, avec la création du PSD, le MONIMA, l'AKFM, le MFM qui ont tous créé durant le Première République. Durant la deuxième république, avec la révolution socialiste, toutes partis sont obligés d'intégrées le Front National Pour la Défense de la Révolution ou FNDR. A cet effet, à cette époque, il n'y a aucuns partis d'opposition du régime vu que les activités des partis politiques étaient extrêmement limitées. Malgré, vers les années 80, quelques partis avaient réclamées la nécessité de libéraliser les activités des partis politiques jusqu'à ce qu'ils atteignent leur but, notamment l'apparition de l'ordonnance n° 90-001[3]. Cette dernière ne fait qu'encourager la multiplication des partis politiques issus de différentes classes sociales ; à savoir les parties d'origine parlementaire, d'origine religieuse, les partis syndicalistes, les groupements des intellectuels durant la troisième république. Cela a engendré d'ailleurs l'existence de deux groupements antagonistes : d'un côté le MMSM[4] regroupant les parties au pouvoir; de l'autre côté, les « Forces Vives »[5] qui représentent les partis opposants. Au fils des années, le nombre des partis politiques Malgaches ont progressivement augmentés.

[2] Définition du multipartisme
[3] L'ordonnance 90- 001 régit la libéralisation des partis politiques, mars 1990
[4] Le MMSM est constitué par les parties Ex- FNDR.
[5] Les « Forces vives » représentent les partis opposants : UNDD, AKFM-Renouveau, PRM, VVSV, MDC, PSD, RPSD

1.2- L'enquête par questionnaire

L'enquête est un procédé qui consiste à interroger un échantillon donnée pour atteindre un objectif défini. Nous avons procédé une enquête d'opinion auprès des citoyens malgaches afin de connaitre leurs avis des par rapport à l'utilité et l'efficacité de la médiation politique à Madagascar. Dès lors, nous avons interrogé 65 personnes, notamment des citoyens majeurs, plus de 18ans.

Tableau 1: quota des échantillons des personnes enquêtées

Age	Segmentation	Nombre
18 à 25	Jeune adulte	23
25 à 45	Adulte actif	41
Plus de 45	Senior	11
Total		65

Source : l'auteur

L'échantillon de cette enquête représente 65 personnes, particulièrement majeures c'est- à-dire plus de 18 ans, de sexe masculin et féminin âgée de plus de 18 ans. Puisque notre étude s'inscrit dans le domaine politique, nous avons ciblé les adultes qui sont matures, capable de donné leur avis par rapport à situation politique à Madagascar. Les informations obtenues durant cette enquête constituent de donné quantitative qui nous permettront de mieux connaître le contexte politique actuel.

Pour ce faire, nous avons conçu des questionnaires sur des supports papier dont chaque formulaire est composé de dix (10) questions : débuté par des questions fermées suivie de plus en plus par des questions ouvertes qui permet d'exprimer des opinions personnelles. A noter qu'il faut éviter toutes questions choquantes qui peuvent inciter de la discrimination ethnique, religieuse, etc.

1.3- Entretient semi- directif

L'entretien semi- directif est une méthode de collecte d'information qualitative. Il consiste à entretenir et discuter avec une personne ou un groupe de personne thèmes définis préalablement. L'entretien semi- directif se fait d'une manière plus ou moins libre. Cela enrichi les informations obtenues. Pourtant, c'est au chercheur de faire le recoupement et le triage.

Dans le cadre de l'élaboration de cette recherche, nous avons accordé un entretient avec des responsables de la « direction des libertés publiques et des affaires politique » au sein de ministère de l'intérieur et de la décentralisation. A part cela, nous avons entretenu avec quelques Présidents de partie politique. Cependant, on a obtenu des informations approfondies sur les contextes politiques, les faits historiques à Madagascar et les comportements des acteurs politiques dans le but d'appréhender la contrainte majeure de la médiation politique à Madagascar.

Section 2 : Méthode d'analyse

Toute au long de cette recherche, nous avons opté différentes méthodes scientifiques tant sur le collecte de donnés que sur la méthode d'analyse. Lors de la méthode d'analyse, nous avons procédé par la délimitation du champ d'analyse, analyse descriptive et catégorisation des partis politiques.

2.1- Délimitation du champ d'analyse

Cette recherche est focalisée sur l'analyse de la médiation des conflits politiques à Madagascar. L'analyse ne sera plus au niveau d'une seule entité médiateur, comme ce que nous avons réalisé dans le précédent travail. Dans cette recherche, nous allons aborder une vision plus large donc une analyse approfondie de la médiation politique à Madagascar. En effet, l'objet de cette étude s'agit des parties politiques.

2.2- Analyse descriptive

Nous avons opté une approche descriptive pour mener l'analyse. Ce procédé consiste à représenter, d'une manière « exacte et précise » la réalité du phénomène étudié. La description doit suivre, entre autre, d'une réflexion systémique qui aboutie à une classification et explication des faits réellement décrits.Il est impératif pour un analyse descriptive de respecter les trois critères fondamentaux suivantes: valide, opératoire et interdépendant. Afin d'assurer la validité de l'analyse, la description doit être conforme à la réalité. D'ailleurs, l'analyse devrait être opératoire c'est-à-dire que la réflexion peut être démontrée d'une façon méthodique et scientifique ; en utilisant des tableaux, des organigrammes, des graphes etc.

2.3- Catégorisation des partis politiques

Les partis politiques malgaches peuvent être catégorisés suivant sa position par rapport à la colonisation. Ainsi, nous distinguons trois types de partis politiques : les partis nationalistes, les partis nationalistes collaborateur des français, les partis purement nationalistes.

- Les partis pro- indépendance

Par rapport au nationaliste, les partis pro-indépendance a une vision plus large en ne contentant pas égalité de statut mais revendique l'indépendance de Madagascar. Les partisans de l'indépendance ont, eux aussi contre la colonisation. Par ailleurs, ils ont collaborés avec l'étranger, notamment les Français afin de parvenir à leur but qui est l'indépendance de Madagascar. Ainsi, en créant le MDRM, Raseta, Ravohangy et Jacques Rabemananjara ont réclamé l'indépendance de Madagascar en s'appuyant sur l'application de la Charte de l'Atlantique de 1941 et de la conférence de Brazzaville de 1944. A savoir que le mouvement du MDRM n'avait aboutis qu'à une réussite partielle.

- **Les partis anti- coloniaux :**

Le fait que Madagascar est un Territoire d'Outre Mer (TOM) n'est pas satisfaisant pour les partis anti- coloniaux. Ce qui leurs avait poussé à se révolter contre les Français. Durant cette période des organisations secrètes ont lutté contre la colonisation telle que le VVS, PANAMA, JINY.

Ces organisations partis anti- coloniaux sont parmi ceux qui ont organisé les mouvements de lutte contre les colons comme celui de 1947 où le bilan s'élevait entre 60 000 et 80 000 Victimes.

- **Les partis nationalistes**

Après l'obtention de l'indépendance, le sentiment de nationalisme a poussé la création des partis qui projettent l'avenir du pays et défendent l'intérêt des Malgaches. Ainsi, on cite, le MONIMA, l'AKFM, le PSD

Section 3 : Outils d'analyse

Afin de mener l'étude, nous abordons deux outils d'analyse. D'abord, nous allons opter sur l'approche descriptive qui permet de mieux appréhender, d'une manière exacte que possible la situation existante. En parallèle, nous allons cadrer ce travail par la théorie « structuro fonctionnalisme » afin d'identifier le dysfonctionnement du système politique à Madagascar qui se présente d'ailleurs comme contrainte de la médiation des conflits politique.

3.1- Courant de pensée

La mondialisation est étymologiquement issue du mot latin « mundus » qui signifie « univers ». Par définition, la mondialisation est un processus de globalisation du système planétaire sur le plan économique, politique et culturel. Afin de renforcer la mondialisation, au lendemain de la deuxième guerre, de différentes organisations internationales sont créées pour assurer la gouvernance mondiale. Ces institutions peuvent avoir une vocation universelle comme l'ONU, les organismes de développement tels que le FAO, ceux spécialisés à l'éducation comme l'UNESCO, les organisations politiques comme l'UA, l'UE, la banque mondiale (FMI), etc.

Etant donné que la coordonation de la politique mondial est soumise à ces organismes, nous allons étudier dans cette recherche à quelle point cette globalisation idéologique et de structure peut être contraignant pour un pays donné, surtout pour les pays en voie de développement qui a souvent un statut dominé.

3.2- Théorie

Nous avons choisi la théorie « structuro fonctionnalisme » de Talcott Parson afin de mener la réflexion suivant laquelle la société est considérée comme un système dont plusieurs éléments le composent. Par ailleurs, selon cette théorie, le bon fonctionnement du système dépend de l'adéquation de la structure du système et de la fonction des éléments de celui- ci.

Notre étude repose sur la détermination des contraintes majeures des médiations politiques à Madagascar. Etant donné que la politique est un système composé de plusieurs éléments interdépendant, nous avons adopté cette théorie de Talcott afin d'analyser la structure et le fonctionnement de l'organisation politique à Madagascar afin de savoir le dysfonctionnement et avancer par la suite des recommandations dans le but de mettre en œuvre une solution durable.

CONCLUSION PARTIELLE

Nous avons défini dans cette partie les matériels et les méthodes. D'abord, afin de se documenter, nous avons utilisé les résultats d'enquête, données du web ainsi que nous avons adopté comme outil d'analyse, la théorie structuro fonctionnalisme de Talcott Parson. Par ailleurs, durant le collecte de donnés, nous avons procédé à une observation indirecte, une enquête et un entretien semi- directif. Lors de l'analyse, nous avons mené une analyse descriptive afin de mieux comprendre la situation existant et de repérer les blocages de la médiation politique à Madagascar.

TROISIEME PARTIE

RESULTATS PROVISOIRES

clicours.com

TROISIEME PARTIE: RESULTATS PROVISOIRES

Nous allons présenter dans cette partie les résultats obtenus lors de notre recherche. Pourtant, il n'est que provisoire, notamment un préliminaire de la thèse que nous entamera ultérieurement. Donc afin de mieux appréhender les contraintes majeures de la médiation des conflits politiques à Madagascar, nous allons d'abord aborder l'influence du modèle politique occidentale dans le monde, notamment dans les pays Africain. Nous allons y expliquer la notion de la démocratie et l'Etat de droit à l'échelle mondiale mais surtout son application inadéquate à Madagascar. Ensuite, nous allons déterminer les contraintes issues de la structure libéraliste que Madagascar a adoptée. Cette structure qui est inhérent à la « liberté » politique pose certain flou dans son application ; d'où l'émergence du multipartisme dont les partis ne sont pas organisé ; l'abus de pouvoir et de la liberté qui engendre l'explosion sociale et les différentes manifestations.

CHAPITRE 1 : INFLUENCE DE LA STRUCTURE OCCIDENTALE DANS LES PAYS AFRICAINS

En 1945, après la deuxième guerre mondiale, notamment après l'effondrement, du bloc socialiste, « modèle libérale de l'organisation politique » des Etats occidentaux s'est répandu dans le monde. Ainsi, ils détiennent la gouvernance mondiale en créant l'organisation des Nations Unies ou ONU[6]. Le rôle de l'ONU repose sur l'assurance de la sécurité et la paix mondiale dans laquelle son principe repose sur l'instauration de la démocratie et de l'Etat de droit[7] dans tous les pays du monde. A cet égard, le système politique occidental devient un modèle stéréotypé, sur le plan mondial.

Section 1: Le système politique occidental

La structure politique des occidents se fonde sur deux concepts : la démocratie et l'état de droit. Afin de mieux approfondir notre sujet, commençons par détailler, la signification de ces notions.

[6] L'ONU dont le siège est à New York regroupe actuellement pays
[7] Cf. Boutros Ghali, 1996, de l'Agenda pour la démocratisation.

1.1- L'Etat de droit

L'Etat de droit une notion juridique issu de la conception de l'organisation politique libérale de l'Occident. L'Etat de droit est abordé au XIXème siècle dans la « pensée juridique allemande »[8]. Par définition, c'est un « Etat dans le quel la norme juridique sont hiérarchisé de telle sort que s'en trouve limité »[9]. En effet, l'Etat de droit signifie le « règne du droit », il a un principe de pouvoir fondé sur le respect du droit mais aussi limité par le droit. De même, l'Etat de droit soumet son action sur les citoyens à des règles qui déterminent leurs droits, et précisent les moyens qu'il est autorisé à utiliser ; c'est ces règles limitent « la puissance de l'Etat en la subordonnant à l'ordre juridique qu'elles consacrent »[10]. Particulièrement, l'Etat Républicain est régi par la « Constitution» dans laquelle, le droit et la fonction de tout individu est définie. A cet effet, personne n'est au dessus de cette loi.

Après le déclin du socialisme, le modèle libérale de l'organisation politique qui est fondé sur la démocratie et l'Etat de droit était une valeur comme des occidentaux. Pourtant, il devient actuellement une caution de la légitimité de tout pouvoir à l'échelle internationale.

1.2- La démocratie

La démocratie est le deuxième principe de l'organisation politique universelle. La démocratie se défini : « le pouvoir du peuple, pour le peuple, par le peuple »[11]. La démocratie est un concept occidental répandu depuis la période post- conflits, notamment après la deuxième guerre mondiale. Dans le cadre de l'expansion universelle de la démocratie, c'est l'ONU qui s'est chargé de définir les principes d'instauration de la démocratie dans plusieurs pays du monde. Cependant, l'ONU à opter sur cinq principes[12] fondamentaux dont la conciliation des élites et capacité d'exercer le pouvoir ; la hiérarchisation; la démocratisation de la gouvernance locale; l'institution efficace; de la planification globale des méthodes intégrées.

[8] Reechtstaat

[9] Selon le juriste Autricien Hans KELSEN (1881- 1973)

[10] Carré de Malberg. 1861- 1935. Comme Hans Kelsen, juriste positiviste qui refuse de prendre en compte, en tant que juriste, d'autres règles applicables que les règles régulièrement posées par les autorités étatiques

[11] Selon Abraham Lincoln

[12] Cf. Table ronde internationale sur la démocratie, la paix et la sécurité : le rôle des Nations Unies, mars 2010

cifcours.com

Pourtant l'adaptation modèle démocratique n'est pas évidente pour tous les pays, surtout dans les pays en développement comme Madagascar. Allons développer la section suivante l'application de ces idéologies occidentales à Madagascar.

Section 2 : Modèle politique à Madagascar, adopté mais pas adapté

Après la période monarchique, Madagascar a été colonisée par les Français et repris son indépendance en 26 juin 1960. Depuis, l'Etat malgache est une « Nation organisée en État souverain, unitaire, républicain et laïc. Ainsi porte le nom de «République de Madagascar »[13]. Etant donné que Madagascar est un Etat Républicain, son organisation politique est fondée sur la *démocratie* et le principe de *l'État de droit*. La constitution indique clairement que « la démocratie et le principe de l'État de droit constituent le fondement de la République. Sa souveraineté s'exerce dans les limites de son territoire »[14].

2.1- Madagascar, un Etat de droit ?

Malgré que l'Etat malgache est un Etat de droit, la notion de « droit et du pouvoir» reste ambigüe. Le principe de l'Etat de droit considère que tout individu est « soumise à la loi ». Pourtant, certain fait à Madagascar se présente comme contradictoire par rapport à cette notion.

A titre d'exemple la jouissance de « l'immunité » pour certaine personne au pouvoir qui est encore en question ? La constitution indique que « aucun député ne peut, pendant les sessions, être poursuivi et arrêté en matière criminelle ou correctionnelle, qu'avec l'autorisation de l'Assemblée ». De ce fait, certaine autorité n'admette que son droit est sous de la loi. Ainsi il est tenter de faire un abus son pouvoir.

De même, cet abus de pouvoir est aussi constaté dans un cas d'arrestation. Souvent, certain autorité de défense fait des violences, de la torture physique et mentale à la personne arrêtée ou détenue. Alors que cela n'est pas assujetti à sa fonction, du moins au droit de l'homme. Donc, c'est aussi un abus de pouvoir.

[13] Cf. constitution IVe République du 11 décembre 2010.

[14] Cf. Constitution de IVe République du 11 décembre 2010, Titre premier : Des principes fondamentaux. Article premier.

2.2- La démocratie à Madagascar

Après 55 ans d'indépendance, pour Madagascar, l'application de la démocratie est encore confuse. Nul ne peut nier que l'handicap de la démocratie est venant à la fois des dirigeant et des dirigés. Ainsi, un sondage de l'Afrobaromètre indique que les trois quart de la population Malgache, notamment 75% [15] n'est pas satisfaite de la démocratie à Madagascar.

Souvent, le mauvais comportement des dirigeants successifs devient une rancune pour le peuple. Le fait que la démocratie soit inhérente à la liberté incite le peuple à exprime son mécontentement sauf que parfois, il est tenter d'utiliser, à son tour, d'une manière excessive cette liberté. A savoir, l'explosion sociale issue de différente contestation qui a abouti à des braquages et des destructions des biens publics et privés.

Certes que la démocratie est assujettie au droit de liberté. Pourtant, il peut être une bave s'il est pratiqué d'une manière irraisonnable. Ainsi, nous prenons, le cas de la « liberté de presse, la liberté d'expression, la liberté d'opinion » à Madagascar. A nos jours, la communication médiatique peuvent jouer le rôle d'éducateur et de formateur, mais peuvent être aussi un outil d'incitation de conflit, voire même de tuerie, surtout quand elle est exploiter par les politiciens.

Dans le cadre de la gestion des medias, dans les pays démocratique, « Toute forme de censure est interdite »[16]. De ce fait, certain média diffuse des informations, de bon ce qu'il semble, même si cela peut affecter dangereusement l'opinions publique. A savoir que durant la différente manifestation à Madagascar, quelque média a joué le rôle de provocateur de conflit.

Section 3 : Les contraintes idéologiques de la médiation politique à Madagascar

Lors des différents conflits politiques à Madagascar, plusieurs médiateurs, nationaux qu'internationaux ont intervenu. Malgré, la résolution à court terme du problème ; la crise est encore récurrente car plusieurs facteur s'avèrent contraignant pour la médiation des conflits politiques à Madagascar. Ainsi le blocage est aussi bien au niveau des dirigeants sue des dirigés.

[15] Constations de l'Afrobaromètre en 2015 après un sondage de 1200 citoyens Malgaches.
[16] Cf. Constitution de la quatrième République, Titre II, article 11

3.1- Blocage au niveau des dirigeants

En se positionnant comme intouchable, souvent les personnes au pouvoir néglige la nécessité de médiation en boycottant toute forme de discussion organisé par le médiateur. D'ailleurs, parfois, les dirigeants n'agissent pas en fonction de l'intérêt de l'Etat et du peuple malgache mais à leur propre intérêt. Par conséquent, si la médiation proposé peuvent nuire son pouvoir ou son intérêt personnel, ils n'accordent pas d'importance à celle- ci, notamment celle médiation n'est ni financée ni médiatisée.

3.2- Blocage au niveau des dirigés

Suite au mauvais comportement des dirigeants successifs de l'histoire de Madagascar, le peuple malgache n'a plus confiance aux politiciens. Donc, si le médiateur est un acteur politique, voire un politicien, les Malgaches n'est plus intéressé et n'espèrent pas de grande changement. A noter que, pour les Malgaches qui sont majoritairement chrétien, les entités religieuses, qui est également leur dirigeant spirituelle est perçu comme médiateur crédible sauf qu'à certain moment, les politiciens posent la barrière de la laïcité de l'Etat.

CHAPITRE 2 : LA STRUCTURE CONTRAIGNANTE DE LA POLITIQUE A MADAGASCAR

L'organisation de l'Etat Malgache est conforme à la structure républicaine dont les institutions de l'Etat est représenté par le président de la République et le Gouvernement ; l'Assemblée Nationale et le Sénat ; la Haute Cour Constitutionnelle. Par ailleurs, le droit d'opposition démocratique est libre pour un Etat républicain. A Madagascar, cela est manifesté par l'existence de différents partis politiques. En effet, cette structure représente des blocages dans le processus de médiation des conflits politiques à Madagascar. Nous allons aborder dans ce présent chapitre, le dysfonctionnement dû au multipartisme ; après nous allons voir l'antagonisme entre les catégories sociales, qui est longtemps, source de conflits à Madagascar.

Section 1 : Le multipartisme non maitrisé

Les partis politiques sont des acteurs actifs dans la vie politique d'un pays. Vu que Madagascar est un Etat républicain, l'organisation du pouvoir repose impérativement sur la démocratie qui implique une division de pouvoir sauf qu'à Madagascar, allant actuellement jusqu'à 300, pourtant 150 son enregistrés au sein du Ministère de l'intérieur et de la décentralisation. De plus, seulement une vingtaine de partis politique est actif dans la participation politique. Malgré, nul ne peut nier que Madagascar représente le multipartisme. Allons voir ci- dessous, ce qu'on entend par parti politique à Madagascar et l'organisation opter face à cette multitude.

1.1- Les partis politiques malgaches

Le parti politique désigne « tout groupement de citoyens ayant en commun un projet de société, partageant la même idéologie et poursuivant les mêmes objectifs, aux fins de défendre et de mettre en œuvre un programme politique pour le développement socioéconomique et culturel de la nation par l'exercice de la représentation au sein des différentes institutions au niveau local, régional, provincial et national »[17].

Paradoxalement, l'activité des parties politiques malgaches est axée sur l'élection et la contestation. Souvent, durant les élections, les partis ont une certaine rivalité. Au contraire, durant les contestations et les conflits, il se présente alternativement comme médiateur. Il est donc en question de connaitre le rôle des partis politiques dans le contexte politique d'un Etat. C'est pourquoi, nous allons aborder ci- dessous le rôle des parties politiques.

En se référant à la loi relative aux partis politiques, ils ont comme obligation de respecter scrupuleusement la Constitution, les lois et les règlements en vigueur, participer activement à la moralisation de la vie publique, former ses membres, sensibiliser les citoyens à participer à la vie publique et politique, la défense de la démocratie et de la souveraineté nationale, la consolidation de l'indépendance nationale, la sauvegarde de l'unité et de l'identité nationales, la sauvegarde de l'intégrité nationale sans exclure toute entreprise d'intégration régionale ou locale qui ne porterait pas atteinte aux intérêts nationaux, la protection de la forme républicaine de l'Etat, au rejet de la violence et de la contrainte comme moyen d'expression, d'action politique, d'accès et de maintien au pouvoir, au respect de l'Etat de droit et des droits de l'homme, au respect de l'alternance démocratique au pouvoir par la voie du libre choix du peuple Malgache, a mettre en œuvre l'approche genre.

[17] Cf. LOI n°2011- 012 relative aux partis politiques

1.2- Les partis politiques, faiblement organisés

Définie par la constitution, le droit de « constituer librement des associations » encourage la création des partis politiques à Madagascar. Actuellement, il existe 300 partis politiques à Madagascar parmi lesquelles 150 sont légalement enregistrés au sein du Ministère de l'intérieur et de la décentralisation et seulement une vingtaine est actif à la participation à la vie politique.

Face à cette situation, les partis ne sont pas organisés dans le cadre de la contribution à la vie politique. C'est- à- dire, leur statut n'est pas défini clairement, comme ce qui est existant dans les pays occidentaux. Par exemple, aux Etats Unies, le statut d'un parti politique est catégoriquement soit « Républicain » soit « Démocrate ». Pour la France, ceux qui sont pour au pouvoir représentent le partie « Droite » et l'opposions regroupe le partie « Gauche ».

Quant à Madagascar, malgré la liberté d'opposition démocratique, aucune parti n'a jusqu'à présent déclaré officiellement[18] comme opposant ; pourtant, ils ne déclarent non plus son consentement au pouvoir. De ce fait, leur position est indéterminée. Cette situation est justifiée par la possibilité de changement, d'un jour ou l'autre de couleur politique qui est devenu une mauvaise habitude de certains politiciens Malgaches. En outre, à cause de ce multipartisme, les partis politiques exposent chacun leur opinions face à la vie politique ; pourtant leur directivité est orienté à la recherche d'intérêt personnelle ou propre au parti.

En effet, dans le cadre de la médiation, ils n'arrivent guère à définir un processus de paix consensuel ; du moins à conclure un accord. Cette situation était constatable lors du processus de médiation durant la crise de 2002 et celle de 2009 où quelques partis signent l'accord en question et d'autres s'opposent. D'où le blocage de la médiation qui implique une longue durée de crise pour le pays. A part le dysfonctionnement issu de ce multipartisme, d'autre contrainte est perçu au niveau de la division sociale.

[18] Cf. Les partis opposants doivent procéder une déclaration officielle d'opposition au Ministère de l'intérieur et de la décentralisation.

Section 2 : La position des classes sociales par rapport au pouvoir

Plusieurs critères peuvent distinguer la classe sociale mais dans ce travail, nous allons opter sur la position des composants sociaux par rapport au pouvoir. En se référant au niveau de vie, à Madagascar, la division sociale peut être catégorisé en deux : les riches et les pauvres qui correspond respectivement à ceux qui sont au pouvoir ou proche du pouvoir et à ceux qui sont éloigné du pouvoir, notamment les gens communs. D'où la stratification qui relate la classe bourgeoise et les gens ordinaire. Nous allons évoquer ci- après l'antagonisme entre des deux classes en déterminant sa position par rapport au pouvoir.

2.1- Les bourgeoisies : à proximité du pouvoir

La classe bourgeoise représente une minoritaire. En générale, la classe bourgeoise est issue des différentes périodes historique du pays : soit il s'agit des descendants des gens royales et leur proche ; soit il s'agit des héritiers des agents du pouvoir colonial ; soit il s'agit de personnes au pouvoir et ses proches de la période post- coloniale.

Certes que certains riche n'a pas de pouvoir, proprement dit et n'est pas protégé par une certaine immunité. Pourtant, c'est à travers la corruption qu'ils manifestent leur pouvoir. La classe bourgeoise qui n'est pas au pouvoir étatique à, eux aussi, un certain pouvoir pour défendre leur privilège.

2.2- Les gens communs: éloignés du pouvoir

Les gens commun[19] représentent majoritairement le peuple malgache. Cette catégorie représente concrètement 80% des malgaches qui ont un niveau de vie très faible. Cela est justifié par le fait que Madagascar est classé parmi les pays les plus pauvres au monde avec des indicateurs socio- économique extrêmement lamentable.

[19] C'est un concept que Gérard Altabe a utilisé pour définir l'ensemble du peuple qui n'exerce pas un pouvoir particulier.

Section 3 : Les contraintes structurelles

En premier lieu, nous avons constaté que la structure multipartie représente un grand problème pour la médiation des conflits politiques à Madagascar. Ainsi, face à un processus de paix, il est souvent difficile de trouver un accord de consensus à cause de la divergence d'opinion entre les partis politiques ; à savoir que cela implique la prolongation de la crise.

Par ailleurs, l'écart considérable entre les classes sociales à Madagascar représente d'autre embûche pour la médiation. Les bourgeoises, qui sont, en principe, des descendants des classes distinguées durant la période monarchique, pendant la colonisation, ainsi que la période post coloniale. Le gens commun qui a majoritairement un niveau de vie faible sont des descendants des gens ordinaires durant les différentes périodes successives et que leur vie n'a pas subit de changement depuis longtemps.

De ce fait, après avoir analysé l'organisation structurelle politique à Madagascar, nous confirmons la première hypothèse qui indique que : « La structure politique existant est contraignante pour la médiation ».

CONCLUSION PARTIELLE

En guise de conclusion, nous admettons que la démocratie est une bonne organisation politique. Pourtant, le processus d'instauration du système démocratique n'est pas évident et n'est pas le même dans tous les pays, notamment pour Madagascar. D'un côté les dirigeants reflètent de mauvais comportements face au peuple en se positionnant comme intouchable. De son côté, le peuple qui n'apprécie pas cette situation utilise la liberté comme un moyen pour se révolté en faisant des contestations flagrantes.

En bref, à Madagascar, les idéologies fondamentales telles que l'Etat de droit et la liberté sont encore mal interprétés ou mal appliquées ; ainsi cause des conséquences néfastes à la vie politique nationale ; voire de la crise politique récurrente. En outre, la démocratie issue du modèle libérale de l'organisation politique occidentale est, sans nul doute, un bon système d'organisation ; cela est justifié par la réussite des pays occidentaux sauf que le contexte historique, socioculturelle de chaque n'est pas le même.

QUATRIEME PARTIE

DISCUSSION

clicours.com

QUATRIEME PARTIE: DISCUSSION

Nous allons mener une discussion afin d'identifier les tendances lourdes de la médiation des conflits politiques à Madagascar qui se présente comme limite de cette recherche. Nous allons discuter dans ce premier chapitre les tendances lourdes perçu au cours du processus de la médiation, à savoir le principe de la mondialisation qui est également implique, entre autre, l'intervention des organismes internationaux dans la médiation des conflits d'un pays. Pour mieux appréhender cette situation, nous allons y voir le cas de la médiation des conflits politique à Madagascar.

CHAPITRE 1 : LE CONTRASTE ISSU DE LA MONDIALISATION

Après la deuxième guerre mondiale, dans le cadre de l'assurance de la paix mondiale, 51 nations signaient la Charte des Nations Unies, et cela se multipliait après la décolonisation. Dès lors la naissance de la mondialisation, un système de gouvernance mondiale. Dû au contraste Nord et Sud, nul ne peut ignorer l'existence d'inégalité de puissance entre les pays des Nations Unies, d'où la distinction entre les pays dominants et ceux dominés.

Section 1: Les dominants

Les Etats dominants sont ceux qui prennent des décisions par rapport aux organisations internationaux constituées au début par les grandes puissances Nord, mais actuellement renforcé par les pays émergents comme la Chine qui est devenu le troisième actionnaire de la FMI en 2010. En effet, ces pays puissants qui sont rassemblés dans le G20 qui est composé de : Mexique, Brésil, Argentine, Afrique du Sud, Arabie Saoudite, Turquie, Inde, Chine, Corée, Indonésie, Australie ainsi que l'Union Européenne organisent des sommets afin de tenter la coordonation politique mondiale.

Section 2 : Les dominés

En outre, il y a les pays qui subissent une nouvelle forme de colonisation qui sont également influencés par les initiatives des pays puissants surtout dans les pays en conflits à travers l'intervention des médiateurs internationaux. Ces intermédiaires qui soumettent parfois des pressions lors de la médiation. Majoritairement, les pays dominés sont composés des pays en voie de développement.

CHAPITRE 2 : L'INTERVENTION DES MEDIATEURS INTERNATIONAUX

Dans le cadre de la prévention du conflit mondial, des institutions internationales, nationales ainsi que régionales sont créer pour maintenir la paix dans le monde. Pourtant, l'intervention des organismes venant de l'extérieur du pays en conflits implique certain problème.

Section 1 : Défaut de diagnostic du conflit

Pour le cas de Madagascar, la crise a duré quelque année malgré l'intervention de différentes émissaires de la SADC car souvent, ils considèrent simplement la médiation d'un conflit politique comme une mission et s'appuie sur ses expériences et ses compétences. Alors que c'est plus que ça ; le diagnostic du conflit doit partir de la souche, notamment le contexte historique, social, culturel, économique etc. Faute du diagnostic superficiel, la médiation du conflit politique à Madagascar n'abouti qu'à une solution à court terme ; ainsi, la crise politique est perpétuelle. Le médiateur international a la tendance de résoudre un conflit donné par un modèle défini préalablement, En surcroit, le médiateur international a la tendance de résoudre le conflit par un modèle défini préalablement. En effet, la médiation d'un conflit donné, dans un pays donné est particulière selon son contexte et selon la situation existante. Donc, la stratégie de résolution doit également être spécifique.

Clicours.COM

Section 2 : L'influence des groupes de pression

Le principe de globalisation est axé sur l'instauration d'un fonctionnement global et cela est reflétée dans le principe de dans la médiation faite par les organismes internationaux. Portant dans leur processus, nul ne peut nier l'existence de pression de ces intervenants externes. C'est effectivement pour cette situation que nous mettons en question l'indépendance de Madagascar et la souveraineté nationale ainsi que la place du dialogue Malgacho- malgache. Face à ces faits frappant pourtant indéniable, nous allons avancer des recommandations afin illuminer la réussite de la médiation à Madagascar.

CONCLUSION PARTIELLE

Etant donné que Madagascar est un pays en voie de développement, la situation et structure existant eu niveau internationale ne lui accorde que peut d'indépendance. C'est pourquoi, à chaque fois que le pays est en conflit, l'intervention des organismes externes est toujours impliquée. Cela s'avère blocage car souvent ce médiateur ne cherche pas à connaitre la source du conflit. Ainsi, le diagnostique n'est que superficiel et la solution n'est sue provisoire. En parallèle, les médiateurs locaux n'arrivent non plus à procéder à la discussion Malgacho-malgache à cause de plusieurs facteurs telle que de discrimination ethnique, le racisme, le problème de classe sociale. Face à cette embûche, nous proposons deux recommandations dont la réconciliation nationale et la formation des Malgaches au sujet de la démocratie.

CONCLUSION GENERALE ET PERSPECTIVES

Certes que la structure de l'Etat malgache est conforme au principe républicain dont son statut repose sur la démocratie et l'Etat de droit. Portant, nul ne peut nier le disfonctionnement issu de la défaillance organisationnelle de ce système. D'abord, l'interprétation de certains concepts tels que la démocratie, l'état de droit, la liberté, s'avèrent ambigüe dans les pays en voie de développement comme Madagascar. En effet, la structure et le statut adopté n'est pas adapté et devenu source de conflit, notamment, l'Etat de droit n'est pas n'est pas appliquer conformément au principe préalablement défini ; la liberté inhérente à la démocratie devient un moyen pour se révolter et de faire un coup d'Etat. L'influence de la structure et de l'idéologie occidentale représente des contraintes à la médiation politique à Madagascar. Ainsi, dans les pays décolonisés et les pays en développements, la démocratie souffre de plusieurs handicaps. Voire même qu'elle devient source de conflit et blocage pour la médiation du conflit politique. Ainsi, la « liberté » est appliquée d'une manière excessive, d'où l'abus de pouvoir, la révolte, l'explosion sociale qui devient inhérente à la vie politique à Madagascar car à chaque fois, la médiation menée n'est pas abouti à une résolution pérenne. De son côté, les dirigeant se positionne comme intouchable et néglige les médiateurs surtout si la médiation en question peut influencer ses intérêts. De l'autre côté, le peuple, qui est majoritairement pauvre ne fait plus confiance aux gouvernants suite à la mauvaise attitude des dirigeant successifs. Ainsi, il manifeste son méconnaissance à travers différentes contestations agressives. Bref, un écart est longtemps constaté entre les dirigeants et les dirigés ainsi que cela représente la principale source du conflit politique à Madagascar qui est parfois ignoré.

De ce fait, comme recommandation, il est nécessaire que la politique à Madagascar soit réformée et adaptée selon le contexte historique, économique et socio culturel. Par ailleurs, tous les acteurs qui participent à la vie politique doit assumer sa responsabilité et manifeste son droit conformément à la loi. Il est aussi fortement recommandé de former les politiciens et les citoyens Malgaches au sujet de la démocratie et l'enjeu de la politique dans le développement

Face au conflit politique perpétuel à Madagascar, nous proposons les suggestions suivantes afin de surmonter la situation actuelle. Parmi lesquelles nous avançons la réconciliation sociale, ethnique ainsi que la réconciliation politique. La recommandation que nous proposons dans cette section dépasse de la résolution superficielle du conflit politique à Madagascar en examinant profondément la racine du conflit.

La première recommandation repose sur la réconciliation, dans le sens général, notamment la réconciliation sociale et ethnique ainsi que la réconciliation politique. Certes que nous Madagascar n'est pas touché par la guerre civile, pourtant, nous ne pouvons pas négliger l'existence de discrimination ethnique. De plus, nous avons aussi remarqué que le racisme est encore perçu au sein de certaine classe sociale. Alors que si nous souhaitons fortement établir la paix durable dans le pays, il est nécessaire de procédé à la réconciliation des Malgache en insistant sur l'égalité. En effet, la réconciliation sociale et ethnique au niveau national est un moyen pour raquer la dissimilitude entre les groupes sociaux, les ethnies c'est la principale clé de réussite à Madagascar. Cette réconciliation soit être faite d'une manière consensuelle en incitant collaboration avec les « *olobe* » de chaque ethnie. En outre sur le plan politique, la concertation prend double sens. Il s'agit d'une réconciliation entre les dirigeant et les dirigés mais aussi entre le dirigeant eux même. Premièrement, l'antagonisme entre peuple et ses gouvernants se manifeste par le fait que les dirigeants négligent le peuple et inversement le peuple ne fait plus confiance aux dirigeants à cause de leurs comportements inadmissibles pendant les périodes successives. A cet effet, il est recommandé de procéder à la réconciliation entre les politiciens à Madagascar et le peuple malgache.

La deuxième recommandation consiste à procéder une formation au sujet de la démocratie car la démocratie est encore mal interprétée et mal appliquée à Madagascar. De ce fait la refondation du processus d'instauration de ce concept part de l'instruction de peuple malgache à propos du fonctionnement de ce système, de droit de chacun au sein de l'organisation, l'utilité et l'avantage de cette idéologie. D'un côté, les gouvernants sont de modèle, donc c'est de leur devoir de démonter une attitude impeccable à l'égard du peuple. Ils doivent faire preuve de la bonne gouvernance, de la transparence, ils doivent être le premier à témoigner qu'on vit dans un l'Etat de droit. En effet, toute autorité doit exercer sa fonction selon son droit, qui est en tous cas déterminer par la loi. Par ailleurs, c'est une obligation de l'Etat de faire l'instruire les Malgaches au sujet de la démocratie afin que chacun puisse agir en fonction de la loi. De leur côté, les dirigés doivent s'intégrer et s'intéresser à la participation à la vie politique. En tout cas, la démocratie est « le pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple ». De ce fait, sans la contribution active de Malgache, le développement n'est qu'à désirer. Les deux recommandations citées plus haut réduit l'écart entre les antagonistes concerné.

A cet effet, ces suggestion peuvent surmonter les contraintes de la médiation des conflits politique à Madagascar, au moins faciliter l'intervention dans le but de viser une résolution à long terme.

Dans le cadre de la poursuite de l'étude, notamment pour la thèse de doctorat dont l'intitulé est « La médiation politique à Madagascar », nous souhaitons aborder une étude approfondies concernant ce sujet délicat.

PLAN PROVISOIRE DU PROJET EVENTUEL DE THESE

Titre: “LA MEDIATION POLITIQUE A MADAGASCAR”

PARTIE I: LA SITUATION POLITIQUE DE MADAGASCAR

Section 1: La politique à Madagascar

1.1- Le statuts de l’Etat Malgache

1.2- Les acteurs politiques

Section 2: Les dirigeants et les dirigés

2.1- Historique

2.2- Source du conflit

Section 3: Les conflits diachroniques

3.1- Les crises cycliques

3.2- L’antagonisme

PARTIE II: LES MEDIATEURS DU CONFLIT POLITIQUE A MADAGASCAR

Section 1: Les différentes entités de médiation

1.1- Les entités politiques

1.2- Les entités religieuses

1.3- Les autres entités

Section 2: Le désaccord entre les médiateurs

2.1- Entité politique vs entité religieuse

2.2- La légitimité

2.3- Conflit d’intérêt

Section 3: Les stratégies

3.1- Prévention du conflit

3.2- Gestion du conflit

3.3- Résolution du conflit

CHAPITRE III: CONSTAT ET RECOMMANDATIONS

Section 1: Constat

1.1- Force

1.2- Faiblesse

1.3- Opportunité et menace

Section 2: Recommandations

2.1- La bonne gouvernance

2.2- l'application non abusive de la démocratie

2.3- Mise d'une unique entité médiateur

Section 3: Perspectives

3.1- Mesure du prévention du conflit pour les prochaines éléctions

3.2- L'avenir de la médiation politique à Madagascar

3.3- Perspéctive de la politique Malgache

CALENDRIER

Tableau 2: Planification de la réalisation de la thèse.

DEMARCHE	DATE	ACTIONS
PHASE PREPARATOIRE	2015-2016 1er Semestre	- Observation de la situation existante
	2015-2016 2nd Semestre	- Documentation théorique : consultation des ouvrages en ligne ou hors ligne
	2016-2017 3ème Semestre	- Descente sur terrain : Collecte de donné, enquête des citoyens malgaches par rapport au contexte politique
	2016-2017 4ème Semestre	- Renforcement de la connaissance en science politique par une formation ou un stage
MISE EN ŒUVRE	2016-2018 5ème Semestre	- Capitalisation des connaissances
	2016-2018 6ème Semestre	- Rédaction - Correction - Présentation et soutenance de la thèse
	2016-2018 7ème Semestre	

BIBLIOGRAPHIE

- Ehueni Manzan Innocent, *Les accords politiques dans la résolution des conflits armés en Afrique*
- Gilles Bertrand, Les rôles de l'ONU dans la médiation des conflits
- Institut Français de Madagascar, 2014, *Les perspectives de Madagascar dans un monde en transformation,* Antananarivo
- Loubet J, 2000, *Institut d'Études Politiques de Toulouse*,
- J.-E BAYART La problématique de la démocratie en Afrique noire
- SABOURIN LOUIS, 1999, *La mondialisation en quête de gouvernance démocratique: contradictions nationales contraintes Internationales*. Democracy – Some Acute Questions Pontifical Academy of Social Sciences, Acte 4, Vatican City
- MARRET Jean- Luc, « Les ONG et la médiation de la paix: l'exemple de la communauté de Sant'Egidio ».
- Mayeur J.M, Pietri L, Vauchez A, Venard A., 1990, « Histoire du christianisme des origines à nos jours », Paris, Desclée.
- MERLE Pierre, 1985, Vincent Lemieux, *Systèmes partisans et partis politiques*, Université Laval
- RANDRIAMAROLAZA Louis Paul, 2012, "Dinika ho amin' ny fampihavanam- pirenena: dikany, antony ilana azy, fomba hanaovana azy", Laboratoire d'Anthropologie, Antananarivo
- RASAMOELY, « Ny endrika ny raharaham- pihavanana eo amin'ny fiarahamonina sy ny firenena » in *Ny Mpanolo- tsaina* n°25,
- RABARINIRINARISON R H., « Les partis politiques Malgaches à travers les régimes et gouvernements successifs », FES
- Union Africaine, 2010, Madagascar : la crise a un tournant critique ? Rapport Afrique N°166 – 18 novembre
- Union Africaine, *Médiation dans le processus de paix*, Tome II

clicours.com

WEBOGRAPHIE

www.pass.va/content/dam/scienzesociali/pdf/acta4/acta4: LOI n° 2011- 012 relative aux partis politiques,

www.madarevues.recherhes.gov.mg Constitution de l'IVe République (11 décembre 2010).

ANNEXES

Clicours.COM

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Liste Des Partis Politiques 51

Annexe 2 : Amboaram- panontaniana 61

Annexe 3 : Photo 63

Annexe 4 : A la une des journaux et des sites durant le processus de réconciliation 64

ANNEXE 1 : LISTE DES PARTIS POLITIQUES

N°	DENOMINATION	PERSONNES RESPONSABLES	SIEGE
1.	ACTION DEMOCRATIQUE MALGACHE D'INTERET SOCIAL (AD MI S)	RANDRIANARIVELO Maxime Alain	Log 53 Ambohinambo Talatamaty Ambohidratrimo
2.	ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES TRIANGLES DU NORD ET DU SUD (ADETRINOS)	RANDRIAMAHARAVO Faustin	Lot II E 80 G Ter A Tsarahonenana Antananarivo
3.	ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT HUMANISTE ET ECOLOGIQUE DE MADAGASCAR (ADHEM-FIZAFA)	RANDRIAMAHEFA Charles	Lot E 435 Tsarahonenana MORAMANGA
4.	ACTION REELLE DES CHRETIENS POUR L'HOMME ET SON ENVIRONNEMENT (ARCHE / FANEKENA)	ANDRIAMANALINA Razafindrakoto Nirina	Lot II H 34 L Ter Ankerana Ankadindramamy
5.	AINGABEN'NY TIA TANINDRAZANA ANTOKY NY FAMPANDROSOANA (ATTAFa)	RAKOTOARISON Vincent Vladmir	Lot IVX 78 B Ankazomanga Sud
6.	ALLIANCE POUR LE REDRESSEMENT NATIONAL (HARENA)	LEZAVA Fleury	Lot 5/6 Cité des 16 logements Cité des 67 Ha
7.	AMPELA MANAO POLITIKA (AMP)	Dr RABEMANANTSOA Brigitte	Lot 120 D Bis Amboropotsy Talatamaty Antananarivo
8.	AMPY IZAY NY FAHANTRANA (AZF)	RASOLONJATOVO Barthelemy	Lot B – 10 cité Akany Sambatra Itaosy
9.	ANDRY FANAVOTANA AN'I MADAGASIKARA (A.F.M.)	ZAFIMAHATRATRA Abel	Lot II B 148 Mahalavolona Andoharanofotsy
10.	ANDRY SY ARON'NY DEMOKRASIA ETO M/KARA (2ADM/CAPDM)	RAZAFINDRAKOTOASI MBOLA	Lot III B 80 Bis Morarano Andoharanofotsy
11.	ANDRY SY RIHANA ENTI-MANAVOTRA AN' I MADAGASIKARA (AREMA)	SIMON Pierre (Secrétaire National)	Lot II J 18 Mangarivotra Faravohitra Antananarivo 101
12.	ANTOKA HO AN'NY MARO AN'ISA – TSY MANARY OLONA (AMIS –Tsy manary olona)	BOTRALAHY Gérard	Lot 20, Cité des 36 logements 67 ha
13.	ANTOKO FAMPANDROSOANA AN'I MADAGASIKARA (AFM)	TAFITALALAO Herinirina Andry J.M.	Lot IVO 41 Ankorondrano
14.	ANTOKO MAITSO HASIN'I MADAGASIKARA (PARTI VERT)	Saraha GEORGET RABEHARISOA	Lot K7 97 Bis II A Mamory Ivato Ambohidratrimo
15.	ANTOKO MANAJA NY FOMBA NENTIN-DRAZANA TONTOLO IAINANA ZON'NY VALALA BE MANDRY (AFN/TZV)	RAZAFINDRAMANGA Jean Marie	Lot I B 119 Andoharanofotsy

16.	ANTOKO MIOMBONA EZAKA (AME)	MANANTOKY (Vice –Président)	Lot II E 16 Ambondrona
17.	ANTOKO NY VAHOAKA ALOHA NO ANDRIANINA (AVANA)	Jean Louis ROBINSON	Villa Kianjavola Ambohimiandra
18.	ANTOKON'NY KONDRESIN'NY FAHALEOVANTENAN'I MADAGASIKARA FANAVAOZANA (AKFM FANAVAOZANA)	ANDRIAMANJATO NY HASINA (Vice- Président)	Lot IVE 203 Ambodimita Ambohimanarina
19.	ANTOKON'NY KONGRESIN'NY FAHALEOVANTENAN'I MADAGASIKARA (AKFM)	RAKOTOMANGA Eric	43, làlana Rakotomalala Ratsimba Andravoahangy Ambony
20.	ANTOKON'NY VAHOAKA SOSIALISTA MALAGASY (A.V.S.M.) PARTI DU PEUPLE SOCIALISTE MALAGASY (P.P.S.M)	SAMIHOETO	IM 66 Andranovato Tanambao Lot 316 Manakara sud
21.	APPEL POUR LA PATRIE, LE PROGRES ET LA LIBERTE (APPEL)	RATSIRAKA Laurent Elisée	Villa Hery, Lot II B 146 Ter Andoharanofotsy
22.	ARCHE DE NOE (ADN)	RAMANAMIDONA Charles	
23.	ASA VITA IFAMPITSARANA (AVI)	Johary Hoela RAJOBSON (Secrétaire Général)	Lot IVN 24 bis Ankaditapaka
24.	ASA FANABEAZANA NY BE SY NY MARO (A.FA.BE.)	ANDRIAMPARANY S. Michel	Lot ITF 63 Ter Ambaniala Itaosy
25.	AVOTRA HO AN'NY FIRENENA	Emile RAZAFIMANANTANY	Lot II B 390 Bis Anatihazo Isotry
26.	CHOIX POUR UN AVENIR LIBRE, LEGAL, EQUITABLE ET POUR DES NORMES GARANTISSANT L'EQUILIBRE REGIONAL (CHALLENGER)	ALEX	Lot B 74 Andranomanalina Isotry
27.	COMITE POUR L'AVENEMENT DE LA MONARCHIE (FA. N .A.R.E.)	ANDRIANASOLO RAVELONANOSY Solomon Clovis	Lot II A 11 Bis Antaninandro Tana 101
28.	COMITE POUR LE LIBERALISME ECONOMIQUE (CLE)	RATAFIKA Famantanantsoa	Lot IA 198 Bis Tanjombato Antananarivo
29.	DINA MAHA-OLONA SY DEMOKRASIA (DHD MADAGASIKARA)	RASAMOELINA Lala Hary Naivo	Lot IF 11 Falimanjaka Betafo Ambohimangakely Antananarivo 103
30.	DINGANA EZAKA FAMPANDROSOANA IOMBONANA (DEFI)	RANDRIANJAFY	Lot II I 68 Bis Alarobia Amboniloha
31.	ETO SEHATRY NY DAHOLOBE OU ESPACE DE SOLIDARITE POUR LE DEVELOPPEMENT (ESD)	RAZAFIMANAZATO Julien	Lot VS 60 H Ter Ambolokandrina Antananarivo 101
32.	EZAKA MAMPANDROSO ANTSIKA (EMA)	EMA RSASOLOVOAHANGY	
33.	EZAKA NASIONALY IARAHANA (ENINA)	TEHINDRAZANARIVELO	Lot IVL 176 PL

		Djacoba Alain	Immeuble NY AVOTRA Appartement N°8 Rue JEAN PAUL II antananarivo
34.	FAMPANDROSOANA ANTOKY NY FIANDRIANAM-PIRENENA (FAFI)	RAHOLDINA Naivo H.	Lot II E 30 H bis Ankadindramamy
35.	FANARENANA	RAZAFIMAHEFA Herimanana	Bâatiment Auto KAMS Près de la Société M KLEIN Alakamisy Anosiala
36.	FANEVA DE MADAGASCAR POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA DEMOCRATIE (FMDD)	RAFANOMEZANTSOA Rochel	Lot 57 Ter Mandriambero Ambohidratrimo
37.	FANOROLAHY	RANDRIANARY José	Lot 83 I Ambohibao Talatamaty
38.	FARIMBONA	ANDRIANANTENAINA Pierre	Lot 14 Bis Cité des Professeurs Ambolokandrina
39.	FIHAVANANTSIKA	Daniel RAJAKOBA	Lot IVN 37 Ankaditapaka Avaratra
40.	FIKAMBANAN'NY TANORA MPITOLONA MALAGASY (FTPM)	BEKAMISY Theodore	Lot 631/3710 Ampitakely Fianarantsoa
41.	FINOANA ARAHINA ASA (FIASA)	RAMAROLAHY Romuald (Vice-Président)	Lot 25 A 120 Tsarasaotra Antsirabe
42.	FIOMBONAN'NY BEMIRAY MALAGASY (FBM)	IRSADE	Lot II G 104 P Bis I Ambatomaro Antsobolo
43.	FIRAISAMPIRENENA HO AN'NY FAHAFAHANA SY FANDROSOANA (FFF)	RADAVIDSON ANDRIAMPARANY Benjamin	43, rue RATSIMILAHO Anmbatonakanga
44.	FITAMBOLAGNELA / I.A.D	RAZAFINDRANDRIANTSIMANIRY M.D Michel	Lot 39 BV/FR-3609 Beravina
45.	FRONT DEMOCRATIQUE POUR L'ENVIRONNEMENT (FDE)	EDSON	Lot VR 6 A Ter KG Ambohidreny Mahazoarivo Antananarivo
46.	FRONT DES ORGANISATIONS MALAGASY POUR LA BIENVEILLANCE DE L'AVENIR (FOMBA)	ANONA Wilson	Logt 1007 Cité des 67 ha Nord Ouest Antananarivo
47.	FRONT DES PATRIOTES MALAGACHES (FDPM)	BEHAVA Etienne V.S. Alphado	Lot III S 407 ADI Ankadimbahoaka Ouest
48.	GASIKARAKO (GASY AFAKA, SAINA IRAY, KOLON-TSAINA ARAFITRA HIKOJANA NY OLOM-PIRENENA	ANDRIANTSEHENO Marcellin	Lot VF 9 Mahamasina Avaratra
49.	GASIKARA ANTSIKA REHETRA (GAR)	Alain MAHAVIMBINA	
50.	GASY COMPAGNY NEW SYSTEM OF DEVELOPPEMENT(GCNSD)	RAZAFINDRANARY RAZAFIMBOLA	Lot II D 113 A Ambohimiadana

			Bongatsara
51.	ANTOKO GASY MIARA-MANDROSO (AGMM)	NARISON Stephan	Lot 08 Amboara Ambohidratrimo
52.	GASY TIA TANINDRAZANA MADAGASIKARA(GTT MADAGASIKARA)	RAZANAMAHERY Maminirina	Logt B 226 Andrefatsena Sabotsy Namehana
53.	GIDEONA FANDRESENA NY FAHANTRANA ETO MADAGASIKARA (GFFM)	RAKOTOVAO Andriamparany	Lot 50 Ter D Ankadindambo Ambohimangakely
54.	GRAD ILOAFO	RANDRIAMAROLAZA Louis Paul	Logt 321 cité Ampefiloha
55.	GREEN GASIKARA	TSIMISOMA ATTUYAT	Lot 493 cité Ampefiloha Tana
56.	GROUPE DES JEUNES MALAGASY POUR LA DEMOCRATIE (GJMD)	RAMBELOSON MINO Julien	Logt 2077 Bis cité des 67 ha Nord Est
57.	GROUPE DES JEUNES MALGACHE PATRIOTIQUES (G.J.M.P)	RANDRIANASOLO Jean Nicolas	Lot II 85 –A Tanakompania Ihosy
58.	GROUPEMENT DES JEUNES MOUVANCE RAVALOMANANA (GJMR)	RANDRIAMANANA Misoa	Lot II N U bis Ambatobe
59.	GROUPEMENT LIBERAL DE MADAGASCAR (GLM)	Rivo RAKOTOZAFY	Lot II A 92 J Anjanahary Antananarivo
60.	GROUPEMENT REGIONAL DES REPRESENTANTS DES ASSOCIATIONS ET DES PARTIS POLITIQUES DE L'EST (GRAPPE)	RAZANAJATOVO Simon	Villa Anjara, boulevard Labourdonnaise Tanamakoa Toamasina
61.	HASIN'NY OLOMBELONA SY EKOLOJIA MADAGASIKARA (H.EMada)	TOAVINA Ralambomahay	Lot II I 49 D Alarobia Amboniloha
62.	HASIN'NY VAHOAKA NAVOTANA (HAVANA)	RABENALA José	Lot III R 6 L A Tsarafaritra Tsimbazaza Tana
63.	HERY VAOVAO HO AN'I MADAGASIKARA (HVM)	RAKOTOVAO Rivo	Immeuble ex – CCA, lalana RABEZAVANA
64.	HETSIKY NY OLOM-PIRENENA ZAKATSIKA	RANDRIA-MANALINA Gabriel	Lot II D 16 Immeuble ORKIDEES Tsiazotafo Antananarivo
65.	IRAY NY MALAGASY (1M)	MIANDRISOA Michaêl Marcelot	Andry I Ankilimarovatse Toliara II
66.	KIADY MALAGASY NY DEMOKRASIA (KMD BEMIRAY)	RAZAFINIMANANA Bruno	Lot IVC 41 Ambatomitsangana
67.	KINTANA	TABERA Randriamanantsoa	Logt VR 107 Mahazoarivo
68.	KOMITY MIARO NY DEMOKRASIA HO AMIN'NY FANOVANA (KMD-	ANDRIATAHIRILALAO	Logt 1891 Bis cite

	Fanovana)	Jacques	des 67 ha Nord Est
69.	LIBERALISME ECONOMIQUE ET ACTION DEMOCRATIQUE POUR LA RECONSTRUCTION NATIONALE FANILO (LEADER FANILO)	RAKOTOMAMONJY Jean Max	Lot II N 17 Ampasanisadoda Antananarivo
70.	LOVASOA	MANJARIMANANA Benoît	Lot HOO9 A Ambohijanaka Antananarivo Atsimondrano
71.	MADA YOUNG EDGE (MAYE)	ANDRIAMANONGA Fabrice Angelo	Lot 995 Cité des 67 ha Nord Ouest
72.	MADAGASIKARA AFAKA (MAF)	RAKOTOARIJAONA Antsiva Avotra Avoko	Lot IVM 104 G Antetezana Afovoany Tana
73.	MADAGASIKARA HENIKY NY FAHASOAVANA (MHF)	RAMAHAFALIHERY Jean Désiré	Lot VN 8 Ter C Ambohitsoa Ivanja
74.	MADAGASIKARANTSIKA	Elia RAVELOMANANTSOA	LA TOSCANA – Lot AT 175 Amboaroy Antehiroka
75.	MALAGASY ATAMBATRY NY SOA HO AN'NY TANINDRAZANA EZAKA HO AN'IZAY REHETRA SAHY (MASTERS)	RAMAROSON Alain	Building RAMAROSON Soarano
76.	MALAGASY IRAY (M-IRAY)	MAHAFARITSY Samuel	Villa Fiherenantsoa Lot IIB34 A Ambohibao Anjomakely
77.	MALAGASY MANDROSO AO ANATIN'NY FIHAVANANA SY NY SOA TOAVINA (MAMAFISOA)	RAJEMISON RAKOTOMAHARO	Ambohimailala, Immeuble Espace "Le Panoramique" Antananarivo
78.	MALAGASY MIADY AMIN'NY FAHANTRANA (MMF)	LIMBISOA	Bâtiment n°30 à Ankilomarovahatra, Toliara II

79.	MALAGASY MIFANAJA (MAMI)	Prince MANJAKAVELO	
80.	MALAGASY MIARA-MIAINGA (AM3)	Hajo ANDRIANAINARIVELO	Lot AV 28 Ampahimanga – Ambohimanambola
81.	MALAGASY MIRAY SY MIFANKATIA (MA.MI.MI)	RAKOTOARITSIFA Haina Hasimbola	Lot IVA 8 Bis Ambodivonkely Ambohimanarina Antananaarivo
82.	MALAGASY MIVONDRONA MANDALA NY RARINY (GMMR)	RAKOTOARISON Yves Aimé	Lot 241 Cité Mandroseza Antananarivo
83.	MALAGASY MIVONDRONA MITOLONA (M. M .M)	RANDRIAMBAOMAHOVA ZAKA -Soa Max Halvarie	Lot T/N 97 Tsaramandroso Namontana Anosiala Ambohidratrimo
84.	MALAGASY TIA TANINDRAZANA MANDROSO (MTTM)	MAXIMIN ELIA	Lot IVY 14 Anosipatrana Atsinanana Antananarivo
85.	MALAGASY TONGA SAINA (MTS)	Roland RATSIRAKA Iarovana	Tamatave 22, rue Victor Hugo
86.	MANANA-KEVITRA IOMBONANA HO AN'NY FAMPANDROSOANA (MARINA)	RANJAVA Refeno	Espace RUNBONK 2173 Andafiavaratra Tanambao Ivato
87.	MANARANARA FANILO	RANDRIAMAMPIONONA R. A. Frederic	Lot VS 65 FB Ambolokandrina
88.	MANAJARY VAHOAKA	RAMANAK'ANDRASANA Jacques Théopile	Lot VN 82 D Antsahabe Ankazotokana
89.	MARCHONS ENSEMBLE POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DE MADAGASCAR (LIARAIKE)	SOJA Jean André dit KALETA	Antanambe Amboasary Sud
90.	MENA SY FOTSY NY SOSIALISMA OFIRA LAKABE MITONDRA HAZAVANA (ARENO)	ANDRIARIMANANA Henintsoa Manambita Amanda	Lot 910, cite des 67 ha Nord Ouest
91.	MIASA HO AN'NY TANINDRAZANA (MANOLOTSOA)	RAKOTOJOELIMARIA Andriantenaina	15-910 Atsimondrova Ambatondrazaka
92.	MIENTANA HO AN'NY DEMOKRASIA ETO MADAGASIKARA (MDM)	RAJAONARIVELO Pierrot	Villa KHANNET, Maibahoaka Ivato
93.	MISE EN ACTION LA SOLIDARITE POUR L'AVENIR DE M/SCAR (MIASA)	RAHIZIANAO T.B. Chancé	Lot VT 85 HD Ter Q Andohanimandroseza Antananarivo
94.	MOUVEMENT DE RASSEMBLEMENT DEMOCRATIQUE POUR LE DEVELOPPENT DE MADAGASCAR (MRDDM)	RENE TIANDRAZA de Mon Espoir	Logt 1742 67Ha Nord est Antananarivo
95.	MOUVEMENT DES JEUNES INTELLECTUELS ORIGINAIRES DE FIANARANTSOA (MJIOF)	RATEFIMIHARSON Richard	Lot II N 94 G Ter Analamahitsy Antananarivo
96.	MOUVEMENT DES JEUNES FEDERALISTES (MJF)	CHAN HONG Claude	
97.	MOUVEMENT NATIONAL POUR L'INDEPENDANCE DE M/SCAR (MONIMA)	MONJA ROINDEFO	Propriété dite TSF Nord Sanfilo Cité Communale n°16- 17

			Tuléar 601
98.	MOUVEMENT POUR L'INNOVATION LE REDRESSEMENT ET L'AVENIR DE MADAGASCAR (MIRA)	RANDRIAMANJAKA Jean Rémi	Lot IIP 113 Avaradoha Tana
99.	MOUVEMENT POUR LA DEMOCRATIE, LE DROIT, LA LIBERTE ET LA JUSTICE (MO.DE.LE)	RAZAFINDRAKOTO Victor	Lot H 61 Bis ALASORA Antananarivo
100.	MOUVEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA RENOVATION NATIONALE EXCEPTIONNELLE (MDRNE)	RANDRIANASOLO B. Michel	Lot 3M 33 Ter Bis Cité Gallois ouest Ambohijanahary
101.	MPIASA SY TANTSAHA MITOLONA (MTM)	RAVELOJAONA Faramalala Jeanne	Lot II T 11 Mandrangobato I Tana IV
102.	MPITOLONA HO AMIN'NY FANDROSOAN'I MADAGASIKARA (M.F.M)	RAKOTOVAZAHA Olivier (Secrétaire Général)	Bâtiment P Appartement 42/44 Cité Ampefiloha Antananarivo
103.	NAMAGNA HO AN'NY FAMPANDROSOANA (NAMAGNA)	JEAN Clément	Lot VB 80 Bis C Ambatoroka Antananarivo
104.	NATIORA	MIHARI-NI-RENCHO	Lot IVO 127 bis Ankorondrano Ouest Boulevard de l'Europe – Antananarivo
105.	NY ANTSO IRAISAN'NY VAHOAKA (NY ANTSIVA)	MANJAKAMANANA Sylvain	Lot II E 26 GD Ambohimirary Aantananarivo 101
106.	OLOM-BAOVAO MALAGASY (OBAMA)	TINASOA Freddy	La Butte Annexe, Rue Carnot Betela Morafeno TF N°2387-CJ Tuléar I
107.	PARTI MALAGASY MIRAY (MAMIR)	RAHARISON	Lot IVZ 93 Ampefiloha Ambodirano
108.	PARTI REPUBLICAIN MALAGASY (PRM)	RALISON Roger	Lot III J 75 Soanierana Antananarivo
109.	PARTI CONSERVATEUR DE MADAGASCAR (PACOMA)	ANDRIAMANANA Tovondraza	Lot VL Imarivolanitra Andohalo
110.	PARTI DEMOCRATE CHRETIEN MALAGASY (PDCM)	RATSIMBAZAFY Francine	Lot 88, rue 12è Bataillon M Ambodimanga Besarety
111.	PARTI ECOLOGIQUE MALAGASY (PEM)	LAURENT Parfait Fontaine	Lot II F 72 PQ Bis D Andraisoro
112.	PARTI NATIONAL POUR LA JUSTICE ET LA DEMOCRATIE (PNJ mazava)	RANAIVOSON Jean Désiré	6, Boulevard RATSIMANDRAVA Andrefan'Ambohijanahary
113.	PARTI REPUBLICAIN ET DEMOCRATE DE M/SCAR (PRDM)	TREFINDRAZANA Théodore	Logt VT 62 T G Ambohipo

cicours.com

114.	PARTI SOCIAL DEMOCRATE DE MADAGASCAR (PSD)	SAIDIBARY Fidèle (Vice Président National)	Villa Soamandina Route de Fort Duschene Tsiadana
115.	PARTI TRAVAILLISTE MALAGASY (PATRAM)	RANDRIANARIVONIZAN DRINY Célestin	Lot IB 265 Malaza Andoharanofotsy Tana 102
116.	PLATEFORME DES MILITANTS POUR LA DEFENSE DE LA REPUBLIQUE (PMDR)	RAZANAKOLONA Marthe Marie Arsène	Lot C 92 L Andranomena Antananarivo
117.	RASSEMBLEMENT DE MOUVEMENTS DES CITOYENS POUR LE DEVELOPPEMENT DE MADAGASCAR (R.M.C.D.M.)	RAVELOARISON Jean Claude	Lot B 317 Bis Andranomanalina Antananarivo
118.	RASSEMBLEMENT DES CITOYENS RESPONSABLES (R C R)	Laza RAZAFIARISON	Lot IPA 212 Bis Anosimasina Itaosy
119.	RASSEMBLEMENT DES DEMOCRATES MUSULMANS DE MADAGASCAR RENOUVEAU (RDMMR)	RAZAFINDRAIBE Joseph	Logt 1180, Porte 3 Cité 67 ha Nord Ouest
120.	RASSEMBLEMENT POUR L'AVENIR DE MADAGASCAR (RAM)	ZAFINDRIAKA ALAIN REMY	Logt 1918 Bis Cité des 67 Ha Nord Ouest
121.	RASSEMBLEMENT POUR LA DEMOCRATIE REPUBLICAINE (RDR)	Paul MPODY	Lot F 76 Bis Ambohitromby Alasora Antananarivo
122.	RASSEMBLEMENT POUR LA SOCIALE DEMOCRATIE (RPSD)	MARSON Evariste	CF 77 Faliarivo Ampitatafika Antananarivo
123.	REFONDATION TOTALE DE MADAGASCAR (R.T.M)	RANDRIAMAMPIONON A Joseph Martin	Lot II VN 108 Mandialaza Ankadifotsy
124.	REGROUPEMENT POUR LA SOUVERAINETE ET LA DEMOCRATIE – NOUVEAU (RPSD-VAOVAO)	VONINAHITSY Jean Eugène	Lot 017 D Bis Ambohibao Antehiroka Tana 105
125.	RENOUVEAU POUR LA DEMOCRATIE SOCIALE (RDS)	Fetison Rakoto ANDRIANIRINA	Lot IC 178 Soamahavory Ankadilalampotsy Ankaraobato Antananarivo
126.	RODOBE HO AN'I MADAGASIKARA TSIMIALONJAFY LOVANTSIKA (RODOBE MATSILO)	Co- Présidents : - RANJIVASON Jean Théodore - JOSEPH Yolande	Logt 38 Cité ARCPA Ambolokandrina Antananarivo
127.	SEHATRY NY FAMPANDROSOANA NY DEMOKRASIA ETO MADAGASIKARA (S.F.D.M)	BEANJARA Paul	Lot III K 29 A Bis Andavamamba

			Anjezika I Antananarivo
128.	SOLIDARITE POUR LA LIBERTE ET LA DEMOCRATIE (SOLIDE)	TSIHOAIZA Patrice	Logt 1457 cité des 67 ha Nord Est
129.	TAMBATRA	Pety RAKOTONIAINA	Logt 1019 Cité 67Ha Nord-Ouest Antana
130.	TANORA MALAGASY VONONA (TGV)	RAJOELINA Andry Nirina	Immeuble INJET Parcelle 24 Zone WATER FRONT Ambodivona
131.	TANORA ANDRIN'NY FAMPANDROSOANA (TAFA)	RANARIVELO Pascal	Lot IIS 38 Anjanahary
132.	TANORA MALAGASY MIROSO (TAMAMI)	SAMIHARY Floriot	Logt 39 Cité Ampefiloha Antananarivo
133.	TEZA	RAKOTOAMBOA Jean Louis	Villa Lovasoa Antanetibe Ivato
134.	TIA TANINDRAZANA	RAZAFINJOELINA Tahina	Lot III I Soanierana Boulevard RATSIMANDRAVA
135.	TIAKO I MADAGASIKARA (TIM)	RAZOARIMIHAJA Solofonantenaina	Lot II L 15 Ankadivato Antananarivo
136.	TSANGAMBATOLAHY	RAJOELISOA Irène Adeline	Lot IVL 58 IMA Andohatapenaka Tana 101
137.	UNION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA DEMOCRATIE (UNDD)	Emmanuel RAKOTOVAHINY	Lot EA 45 Antsahatsiresy Sabotsy Namehana
138.	UNION DES DEMOCRATES CHRETIENS DE MADAGASCAR (UDECMA-KMTP)	Solo Norbert ANDRIAMORASATA	Lot IVP 55 Antsalovana Antohomadinika
139.	UNION NATIONALE MALAGASY DÉMOCRATE (UNAMAD)	RHOBINSON Rodolphe	Lot H 98 B Antanety Alasora
140.	UNION NATIONALE POUR LA REFONDATION ET LA RECONSTRUCTION DE MADAGASCAR (UNRRM)	RAJERISON Nicole	Résidence FENOSOA, Lot A 109 Androkaroka
141.	VAHOAKA VANONA SAHY VONONA (VVSV)	RAMAROMISA Jean Daniel	Immeuble 703 Ampefiloha Cite
142.	VATO FEHIZORON'I MADAGASIKARA (V.F.M.)	RAKOTOARINELINA Charles	Lot II H 18 G Bis Ankadindramamy
143.	VATOBEVATA	RAKOTOARISATA Christian	Lot EFPJ Près Ankanin-jaza LOVASOA 67Ha Sud Antananarivo
144.	VERITE INALIENABLE POUR LE RASSEMBLEMENT DE LA POPULATION AU NIVEAU DE L'UNITE NATIONALE (VIRAPUN GROUP)	RAMAMONJISOA Virapin	Villa « NY AKANIKO » Lot 07 Cité SEIMAD Antamponjina-FIANARANTSOA
145.	VITANTSIKA IO	RAHARIMANANA Patrick	Logt 487 Cité Ambohipo

Clicours.COM

			Antananarivo
146.	VONDRONA HO ANTOKY NY TANORA TOMPON'ANDRAIKITRA (V.A.T.O.)	FANODIRA MARA A. Roland	Villa "Ni AVO" Ankadikely Ambohitrarahaba Antananarivo
147.	VONJY IRAY TSY MIVAKY (VITM)	ETSIFOSAINE	Logt 1233 cité des 67 ha Nord Ouest
148.	VONJY IRAY TSY MIVAKY PARTI SOCIALISTE MALAGASY (VITM/PSM)	RAZANABAHINY Marojama Christian	Logt AVB 88 Avarabohitra Itaosy
149.	ZANAK'I DADA	RAKOTOARIVONY Jean Pierre RANDRIANTSEHENOARI MANANA Jules Aimé (Secrétaire Général)	Lot II V 80 Bis Ampandrana Besarety
150.	ZO SY ADIDY NY GASY (ZAGASY)	RAZAFIMANDIMBY Edmond	Lot VR 10 Ter E Mahazoarivo

Arrêté la présente liste au nombre de : CENT CINQUANTE (150) partis politiques.

Source : Ministère de l'intérieur et de la décentralisation, 2015

ANNEXE 2 : AMBOARAM- PANONTANIANA

1- Iza no lazaina fa miady sy tsy mitovy hevitra eto Madagasikara

→ Ireo mpanao politika ve ?

→ Ny vahoaka Malagasy ve ?

→ Ny mpitondra fanjakana sy ny vahoaka ve ?

→ Samihafa :…….....

2- Ny fahantran'ny firenenea ve no mahatotonga ny krizy miverimberina eto Madagasikara ?

- Eny
- Tsia

Nahoana ?.....

3- Oviana no fantatrao fa nanomboka ny krizy politika teto Madagasikara ?

1972, 1991, 2002, 2009,

Hazavao ny hevitrao……..

4- Milaza anarana filoham-pirenena fantatrao nitondra teto Madagasikara ?

……

……,……..

Ary inona no fantatrao mahakasika azy :…….……

5- Araka ny hevitrao, ilaina ve ny fanaovana sy ny mpanao politika eto Madagasikara ?

- Eny
- Tsia

Nahoana……

6- Ny hevitry ny mpanao politika tokoa ve no ampiharina eto Madagasikara ?

- Eny
- Tsia
- Samihafa……..

7- Araka ny hevitrao, mety hiisy krizy hafa indray ve eto Madagasikara ?

Politika

Ekonomika

Hafa :…….....

8- Inona ary no antony mbola tsy mahatafavoaka ny firenena Malagasy ao anaty krizy politika ?

……

……...

9- Inona no mahasarotra ny fanenlanelanana politika eto Madagasikara ?

……

……...

10- Arakany hevitrao, mety handroso ve i Madagasikara eo amin'ny sehatra politika ?

……

……...

ANNEXE 3 : PHOTO

Photo 1 : La manifestation de 2009 à Ambohijatovo

Source : www. madagate.org

Photo 2 : La réconciliation pour la paix à Maputo

Source : www. madagate.org

ANNEXE 4 : A la une des journaux et des sites durant le processus de réconciliation

Réconciliation du FFM : Boycott du FFKM et du Pr Zafy

Redaction Midi Madagasikara | 8 avril 2014 | CRN, églises, FFKM, FFM, hôtel Panorama, Madagascar, mouvance Ravalomanana, Pr Zafy, Roland Ravatomanga, Tabera Randriamanantsoa

Regarder TV en Ligne
Transformez Votre PC en Télévision. Regardez avec

Jacaranda Madagascar
PARIS - TANA - PARIS sur AF
23 Juin - 29 Août 1150 €
02 Juil - 01 Août 1195 €
07 juil - 22 Août 1195 €
Nous consulter pour d'autres dates

La tentative de réconciliation initiée par le FFM est vouée à l'échec pour la simple raison que les principaux acteurs de cette réconciliation n'y adhérent pas.

Deux grands précurseurs de la réconciliation nationale ne seraient pas présents à l'hôtel Panorama demain. Il s'agit du Conseil Œcuménique des Eglises Chrétiennes de Madagascar (FFKM) et le CRN (Comité pour la Réconciliation Nationale) du Pr Zafy Albert. Par

Source : http://www.midi-madagasikara.mg/tag/ffkm/

Politique

Réconciliation nationale

La pagaille

samedi 22 novembre 2014 | Léa Ratsiazo

Comme il fallait s'y attendre avec toutes les déclarations au préalable sur la réconciliation nationale, maintenant que c'est lancé, ou presque, c'est la pagaille qui prime. On n'est pas encore au fond du problème mais au moment de déterminer qui dirigera le processus. Qui du FFKM, du FFM ou du président de la République sera le chef de file du processus de réconciliation nationale ?

Dans la liste des résolutions de la dernière réunion initiée par les chefs d'église, les anciens chefs d'État acceptent que ce soit le FFKM qui dirige le processus. L'actuel président de la République, Hery Rajaonarimampianina, annonce que ce serait lui et qu'en plus il ne se sent pas concerné par les premiers 2F (ny fieken-keloka sy ny fibebahana), c'est à dire l'aveu et la repentance, car il n'a pas pris part aux différentes troubles qui ont secoué le pays.

Olivier Rakotovazaha de la mouvance Ravalomanana comme Serge Zafimahova de la société civile ne sont pas de cet avis. Ils estiment que l'actuel président de la République en tant que ministre des Finances durant la période de la Transition est bel et bien partie prenante dans la dernière crise et est donc concerné par la réconciliation. Ainsi en tant que tel, il ne peut pas être

Source : http://www.madagascar-tribune.com/La-pagaille,20501.html